VILLES SECONDAIRES
Des marchés à valeur ajoutée et des opportunités pour les jeunes

INTERVIEW
Dr James Mwangi : des financements innovants pour aider les agriculteurs

ASSURANCE
La Jamaïque et Sainte-Lucie renforcent leur résilience au changement climatique

N°186 | Septembre – Novembre 2017

SPORE

spore.cta.int

Big data et assurance climatique

MOINS DE RISQUES, PLUS DE REVENUS

Le développement agricole et agroalimentaire analysé et déchiffré

Données Probantes et Dialogue pour de meilleurs résultats en Agriculture et en Sécurité Alimentaire

Le Panel Malabo Montpellier est constitué par un groupe d'experts agricoles internationaux qui orientent les choix des politiques visant à accélérer le progrès vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique. Le Panel est conjointement établi par le Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, l'Université de Bonn et l'Imperial College de Londres.

Dr Ousmane Badiane
Co-Président
Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

Professeur Joachim von Braun
Co-Président
Centre de Recherche pour le Développement (ZEF), Université de Bonn

Dr Adebisi Araba
Centre International pour l'Agriculture Tropicale

Tom Arnold
Institut des Affaires Internationales et Européennes

Professeur Noble Banadda
Université de Makerere

Dr Patrick Caron
Groupe d'Experts de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire des Nations Unies

Sir Gordon Conway
Imperial College de Londres

Professeur Gebisa Ejeta
Université de Purdue

Dr Karim El Aynaoui
OCP Policy Center

Professeur Lisa Sennerby Forsse
Académie Royale de l'Agriculture et de la Sylviculture de Suède

Professeur Sheryl Hendriks
Université de Pretoria

Professeur Muhammadou Kah
Université ADA de Baku

Dr Agnes Kalibata
Alliance pour une Révolution Verte en Afrique

Dr Wanjiru Kamau-Rutenberg
Femmes Africaines dans la Recherche Agricole et le Développement

Nachilala Nkombo
ONE Campaign

Ishmael Sunga
Confédération Sud-Africaine des Syndicats Agricoles

H.E. Tumusiime Rhoda Peace
Ancien Commissaire de l'Union Africaine

www.mamopanel.org **@MamoPanel** **MamoPanel**

SPORE N°186

TENDANCES
4 | Villes secondaires : des pôles d'activité et de croissance

PRODUCTION AGRICOLE
8 | L'agrobusiness au service du sésame
9 | Semences à hauts revenus et communautés agricoles

ENVIRONNEMENT
10 | L'emprise des agropasteurs sur l'environnement
11 | Résilience consolidée au Malawi

RECHERCHE
12 | Innover pour la sécurité alimentaire
13 | Éthiopie : du malt local pour l'industrie de la bière

NUTRITION ET SANTÉ
14 | La patate douce, mieux que la farine de blé
15 | Couscous d'igname express

ÉCONOMIE BLEUE
16 | Les pêcheurs caribéens s'organisent
17 | Au Bénin, le surgelé prend la vague

18 | **INTERVIEW**
Dr James Mwangi : aider les agriculteurs à gérer leur argent

21 | *Dossier*
Big data et assurance climatique : moins de risques, plus de revenus

33 | *Économie*

34 | **CHAÎNES DE VALEUR**
Océan Indien : les petits pêcheurs se font entendre

36 | **COMMERCE**
L'export de condiments caribéens à la hausse

38 | **BUSINESS**
Des produits de niche à base de poisson, pour moins de gâchis

39 | **FINANCE**
Soutenir l'agrobusiness pour le développement durable

40 | **PUBLICATIONS**

ÉDITORIAL

L'agrobusiness demeure primordial

Michael Hailu, directeur du CTA

Les investissements responsables dans l'économie rurale et agricole, les chaînes de valeur et les marchés intégrés jouent un rôle essentiel dans la promotion de la croissance économique, la création d'emplois et le développement des pays africains. Ces questions cruciales ont été au cœur de réunions organisées récemment à Rome et constitueront un élément clé du prochain sommet UE-Afrique qui se tiendra à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en novembre 2017.

En juillet, j'ai assisté au forum des investisseurs de l'agro-industrie pour l'Afrique, organisé par la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne, qui a réuni environ 80 participants. L'événement était principalement axé sur la présentation du plan d'investissement extérieur européen (PIE). Elle a été suivie par une table ronde de haut niveau sur les nouvelles opportunités offertes par le PIE en matière d'investissements durables dans l'agriculture et l'agro-industrie. L'objectif principal est d'utiliser les fonds publics pour mobiliser les investissements du secteur privé (financement mixte), une approche de plus en plus utilisée par les donateurs. Le PIE ambitionne de mobiliser jusqu'à 44 milliards d'euros de sources privées. Il se déclinera autour de trois piliers : des financements innovants (avec des systèmes de garantie, des fonds propres, etc.), une assistance technique (par exemple la préparation de propositions d'investissement) et un dialogue politique (pour améliorer le climat d'investissement). Il sera aussi doté d'un guichet unique et d'un portail web, améliorant ainsi la transparence, l'accessibilité et l'efficacité. L'agriculture et l'agro-industrie seront les principaux bénéficiaires du plan.

Les investissements du secteur privé étaient aussi l'objet de la conférence des ministres de l'agriculture de l'UE et de l'Union africaine, qui s'est déroulée le 2 juillet au siège de la FAO, à Rome. Parmi les conclusions de la conférence, qui seront présentées au sommet UE-Afrique en novembre, figurent la nécessité d'harmoniser les investissements publics et privés pour l'agriculture/l'agro-industrie et le fait que ces investissements doivent avoir un impact local sur les emplois et les revenus, mais aussi le rôle essentiel des gouvernements dans la création d'un climat propice aux investissements.

Dans ce numéro de *Spore* ainsi que sur notre site web, vous trouverez de nombreux articles portant sur ces sujets clés. Nous reviendrons sur ces questions et ces événements sur nos réseaux sociaux et nous espérons que vous suivrez les discussions menant au sommet UE-Afrique en novembre.

PHOTO DE COUVERTURE : © GEORGINA SMITH/CIAT

LES VILLES SECONDAIRES AFRICAINES

Des pôles de croissance méconnus

Longtemps ignorées, les villes secondaires servent pourtant de levier au développement des campagnes. Avec leur propre dynamique génératrice de croissance, ces centres pourraient modifier les mutations de leurs pays.

Bénédicte Châtel

En Afrique, la part des citadins est passée de 14 % en 1950 à 40 % actuellement et elle atteindra 50 % d'ici 2030, d'après le rapport *Perspectives économiques en Afrique 2016*. Au cours des vingt dernières années, la population urbaine a presque doublé en Afrique, de 237 millions en 1995 à 472 millions en 2015, et pourrait être de nouveau multipliée par deux d'ici 2035. "À l'instar de l'Asie, l'Afrique s'urbanise à un rythme deux fois plus élevé que celui de l'Europe", notent les auteurs.

Or, contrairement à certaines idées reçues, ce sont les petites villes secondaires et non les capitales qui sont le moteur de cette urbanisation galopante. "Entre 2000 et 2010, les agglomérations urbaines de moins de 300 000 habitants ont représenté 58 % de la croissance urbaine de l'Afrique", lit-on dans les *Perspectives économiques*. La frontière entre zones rurales et urbaines devient floue. L'intrusion des villes dans l'espace rural représente actuellement 60 % de l'urbanisation, d'après le rapport de l'institut de recherche IIED (International Institute for Environment and Development) et l'agence onusienne FIDA (Fonds international de développement agricole) intitulé *Urbanisation, Rural Transformations and Food Systems: The Role of Small Towns*. Environ 75 % des Africains vivent dans cette "zone grise", entre zone rurale et ville secondaire.

Une réponse à la soif d'urbanité des jeunes

Pourtant, on ne s'intéresse que depuis peu à ces villes secondaires et, *a fortiori*, aux villes secondaires. "Vous avez un nombre croissant de gouvernements qui commencent à s'intéresser davantage à ces villes secondaires et aux bourgs. Et nous n'en sommes qu'au début", souligne l'économiste de la Banque mondiale Luc Christiaensen.

Pour preuve : le succès du Forum régional d'Afrique des villes intermédiaires, organisé en mai 2017 en Côte d'Ivoire sous l'égide des Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA), en présence de plus de 100 maires. Il en va de même pour la réunion sur le chômage des jeunes Africains, fin juin 2017, entre l'Union européenne et l'Union africaine à la FAO. Parmi les cinq mesures préconisées figure l'importance de renforcer "les liens physiques, économiques, sociaux et politiques entre les petits centres urbains et les zones rurales environnantes".

Force est de constater que ces villes secondaires sont plus accessibles aux jeunes ruraux et leur offrent une opportunité répondant à leur soif d'urbanité. En effet, près de 60 % des 230 millions de jeunes de 15 à 24 ans en Afrique subsaharienne vivent en milieu rural, selon l'ONU. Pour nombre de ces jeunes, le secteur agricole ne présente que très peu d'opportunités, des revenus bas et aléatoires, ainsi qu'un accès restreint à la terre, aux services financiers et à Internet. Ils partent donc, rarement très loin, dans la plus proche petite ville,

© MARK FISCHER/FLICKR

Les villes secondaires créent des centres d'activités dynamiques qui profitent aux petits agriculteurs et aux consommateurs.

et reviennent souvent au village, rapportant avec eux de l'argent, des idées neuves et du dynamisme. Parfois, en période de crise, ils reviennent pour de bon. "Sans les villes secondaires, l'espace de l'action ou le spectre de destinations probables seraient inexistants pour nombre de personnes", observe Luc Christiaensen.

Les petites villes, poumons de l'urbanisation

Si les grandes villes génèrent davantage de croissance purement économique car elles permettent, entre autres, des économies d'échelle, ce sont les petites villes qui sont le mieux à même de lutter contre la pauvreté. Bien souvent, une ville rurale est avant tout un vaste carrefour commercial, très dynamique, où les agriculteurs des alentours viennent vendre leurs produits, achetant à leur tour des produits manufacturés, soulignent Hélène Mainet et Ephantus Kihonge, chercheurs à l'Université de Clermont-Ferrand. Ainsi, à 200 km de Nairobi, la bourgade de Karatina (8 000 habitants) accueille sur son marché, trois fois par semaine, pas moins de 1 400 vendeurs. Sagana (10 000 habitants), à 100 km de Nairobi, sert de pôle pour toute la zone méridionale du Mont Kenya, avec l'implantation de nombreuses entreprises majeures comme un dépôt céréalier du National Cereals Board, une brasserie des Kenya ›

RurbanAfrica contre les idées reçues

Signe du nouvel intérêt porté aux villes secondaires en Afrique, le projet d'études African Rural-City Connections (RurbanAfrica), développé par l'Université de Copenhague, a été conduit entre 2012 et 2016 au Cameroun, au Ghana, en Tanzanie et au Rwanda. Il s'agissait de comprendre les liens entre les zones secondaires et les villes afin de mieux planifier les futurs besoins des citadins de ces petites villes. Quatre axes de travail ont été retenus : la transformation agricole, la vie rurale, les dynamiques de la ville et l'accès aux services. Bilan : ceux qui migrent des campagnes vers les villes forment un groupe très hétérogène en termes d'âge, de sexe, de revenus et de motivations. Pour les auteurs, cela oblige à nuancer le raisonnement selon lequel les migrations secondaires accentuent la pauvreté des villes. D'autre part, ces migrants seraient prêts à investir pour rester et réussir en ville. Ceci est d'autant plus vrai lorsque leur terre à la campagne a relativement peu de valeur.
Enfin, l'étude insiste sur le besoin d'une "nouvelle architecture de gouvernance" afin de répondre de façon adéquate aux dynamiques d'urbanisation et de transformations secondaires.

› Breweries, un dépôt pétrolier, des hangars agricoles de la Kenya Planters Cooperative Union, etc.

Ces carrefours deviennent des lieux d'investissement. En Afrique de l'Ouest, le marché de Doufelgou (73 000 habitants) au nord du Togo a été entièrement refait et agrandi. Au Sénégal, Kaolack, une ville de 200 000 habitants et capitale du bassin arachidier, vient d'obtenir le feu vert pour la reconstruction de son marché central pour 45 milliards FCFA (68,5 millions d'euros). En Côte d'Ivoire, le maire d'Agboville lance un appel pour la rénovation du sien.

Les cantines scolaires s'approvisionnant localement sont un des meilleurs exemples de l'interaction de la ville secondaire et de la campagne. Des initiatives existent et se multiplient partout en Afrique : à Kédougou (environ 20 000 habitants) au Sénégal, dans le cadre du Programme décennal de formation et éducation initié dès 2012, un millier d'agriculteurs distribuent 60 % de leur production de riz à plus de 170 cantines, créant ainsi toute une chaîne de distribution.

Moins de transport, plus de bénéfices

Les agriculteurs sont de plus en plus friands de ces marchés dans leur petite ville voisine, car cette proximité en fait un débouché idéal et rémunérateur pour leurs produits : le coût du transport est plus limité, leur permettant de capter une part plus grande du prix final. Au Mont Méru, en Tanzanie, les caféiculteurs ont cessé leur activité classique pour se tourner vers la culture de légumes pour les marchés urbains de proximité, les marges brutes pouvant atteindre 5 000 dollars US par récolte.

En outre, le contact plus direct avec le consommateur urbain, souvent pressé et demandeur d'aliments préparés, incite le rural à y commercialiser des produits à plus grande valeur ajoutée. "Les citadins, avec leur mode de vie, ont besoin de produits transformés, facilement consommables", explique Mamadou Cissokho, président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA) dans le rapport *Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale*. "Tout le monde est conscient de la nécessité de transformer, parce que même à la campagne, si une femme trouve du couscous prêt à être consommé, elle préférera l'acheter que devoir prendre le pilon et le mortier. Ce sont justement les femmes rurales qui ont engagé un grand changement à ce niveau ; en s'équipant et en créant de la valeur ajoutée, elles font avancer la transformation des produits agricoles. Il existe aujourd'hui un grand nombre de petites unités de transformation en milieu rural et en périphérie des villes. On trouve désormais du fonio prêt à l'emploi, du couscous, de la bouillie, autant de produits qui demandent beaucoup de travail et que l'on peut désormais acheter prêts à être consommés."

Les villes secondaires sont des carrefours commerciaux très dynamiques où les agriculteurs viennent vendre leurs produits et acheter des biens manufacturés.

Ces chaînes d'approvisionnement sont souvent informelles et très compétitives face au développement des grandes surfaces du secteur formel, aux cahiers des charges plus difficiles à honorer.

Vers une plus grande décentralisation

En ville, les régimes alimentaires se transforment, avec davantage de fruits et légumes, de viandes et de poissons, mais aussi de produits transformés. De jeunes urbains créent de nouveaux plats s'appuyant sur des productions agricoles locales, épousant "une modernité alimentaire", selon Nicolas Bricas, chercheur au Cirad. Mais, souligne-t-il, il faut veiller à ce que la relation soit équilibrée entre la ville et la campagne, au risque que la première impose à la seconde ses critères et ses prix. Au Vietnam, par exemple, Hanoï tente d'organiser des contrats de solidarité avec des zones rurales pour garantir un approvisionnement en produits de qualité tout en investissant dans le développement rural et agricole des zones qui la ravitaillent.

Le développement d'une ville secondaire conduit l'État à décentraliser ou à créer des branches de grosses entreprises publiques, les sociétés privées déployant, de leur côté, leurs agences. Ceci permet d'accéder plus facilement

Des liens plus étroits entre les villes et les campagnes offrent aux agriculteurs de nouveaux marchés.

– en évitant le déplacement long et coûteux vers les capitales – aux intrants et aux équipements, aux services d'information et de formation, ou encore aux services financiers et de conseil, sans oublier les services de santé et les écoles. Ainsi, la chaîne de magasins alimentaires botswanaise Choppies s'est déployée depuis plus de 15 ans dans toute l'Afrique australe, avec 202 magasins dans les capitales, mais aussi les villes secondaires et les zones semi-urbaines, développant une offre de services annexes comme la *mobile money* et les transferts d'argent. Avec succès : ses revenus ont progressé de 34 % au second semestre 2016.

Au Rwanda, le gouvernement a lancé dès 2012 un vaste projet de développement urbain de six villes secondaires – Rusizi, Rubavu, Nyagatare, Musanze, Muhanga et Huye. D'importants investissements ont été lancés pour y développer l'électricité, les routes, les hôpitaux, les écoles, les parkings de taxis. À Muhanga, dès 2014, la Banque de Kigali ouvrait une agence sur quatre étages. La plus grande compagnie d'assurance du pays, Sonarwa, a fait de même. Les hommes d'affaires y prolifèrent et des importateurs ouvrent des bureaux. À Huye, dans la région caféière, les revenus du district auraient doublé suite à la construction d'un nouveau terminal d'autocars, "Smart Park", comprenant des parkings, un centre commercial avec 82 boutiques, un hôtel, des restaurants, des cafés Internet… En début d'année, Korea Telecom Rwanda Networks a annoncé étendre le réseau de la 4G sur 92 % du territoire et ouvrir des agences à Musanze, Huye, Rusizi et Rubavu. Son objectif est d'assurer la couverture de l'ensemble du pays, à commencer par les villes secondaires, a déclaré Desire Ngabonziza, responsable de la stratégie de l'opérateur téléphonique.

Un contact plus étroit avec des consommateurs urbains en nombre croissant permet aux agriculteurs de vendre leurs produits avec une meilleure valeur ajoutée.

© CHARLES O. CECIL/ALAMY STOCK PHOTO

Mbale, récompensée pour son dynamisme commercial

Mbale, ville d'une centaine de milliers d'habitants dans l'est de l'Ouganda, doit son dynamisme économique à la proximité du Mont Elgon, où vivent quelque 2 millions de personnes, essentiellement des agriculteurs et éleveurs, et à la frontière très proche du Kenya. Une "ville marché" traditionnelle qui, en 2011, a fait partie des 26 marchés ougandais qui ont été entièrement rénovés et modernisés. Au total, 4 316 vendeurs ont été évacués du vieux marché mais ont retrouvé leur place dans la nouvelle structure modernisée, dotée d'un centre médical, d'un poste de police, d'un parking, d'une aire de chargement, de kiosques…
Le projet a été financé par la Banque africaine de développement dans le cadre de son programme pour les infrastructures de marché et de commerce, reflétant, sans aucun doute, le regain d'intérêt porté aux villes secondaires.

Des défis énormes

La révolution des villes secondaires est en marche mais les défis sont colossaux. Le premier d'entre eux est, bien évidemment, le foncier avec le grignotage déjà évoqué de la ville sur la campagne. Les villes secondaires sont aussi, en général, surpeuplées avec des habitations précaires, des transports en commun insuffisants et peu densifiés, des infrastructures insuffisantes et une connectivité souvent aléatoire. Surtout, les villes africaines, moyennes et grandes, figurent parmi les plus chères au monde, selon la Banque mondiale.

Dans les villes secondaires au Sénégal, seuls 68 % des ménages sont raccordés au réseau d'alimentation en eau, tandis que les 32 % restants dépendent de bornes-fontaines ; 36,7 % des foyers disposent d'équipements sanitaires de base (latrines, fosses septiques). Mis à part Dakar, seules les villes de Rufisque, Louga, Saint-Louis, Kaolack, Thiès, Sally et Mbour bénéficient d'un accès partiel à un système d'égout ; la gestion des ordures ménagères est un véritable casse-tête. Moins de 20 % des villes et des municipalités possèdent un plan d'urbanisme, en général obsolète ou pas appliqué faute d'une bonne gestion urbaine dans les collectivités locales.

La situation évolue. Au Ghana, par exemple, avec le soutien de l'Allemagne, la réforme de la décentralisation vise davantage de connaissance et de maîtrise de la planification locale, à générer des recettes financières et à organiser des services publics dans 40 districts dont 25 villes. Des rues sont nommées afin d'identifier les habitants et les commerces, socle de la fiscalité locale. Un logiciel – "Ntobua" – a été développé pour gérer ces nouveaux revenus. Des méthodologies participatives innovantes sont développées afin que la planification soit plus inclusive et tienne davantage compte des spécificités du quotidien des femmes, notamment.

En opérant leur propre révolution, les villes secondaires pourraient modifier les mutations de leurs pays. ■

Pour plus d'informations : Brussels Briefing 48 sur les liens villes-campagnes en Afrique (https://tinyurl.com/yd8um7b4) et un post récent sur le blog de* Spore *sur le même sujet (https://tinyurl.com/yamjhewt).

© FARM AFRICA/HILARY DUFF

Ndemulikiwa Mbise utilise son smartphone pour former d'autres agriculteurs et pour développer ses affaires.

APPRENTISSAGE MOBILE

Sésame, le bon rendement des smartphones

En Tanzanie, les producteurs de sésame bénéficient de formations en agronomie et en commerce afin de vendre des produits de meilleure qualité à des prix plus élevés. Les téléphones portables sont utilisés pour leur fournir des informations utiles en temps opportun.

Sophie Reeve

En Tanzanie, un projet de production et de commercialisation de graines de sésame aide les petits producteurs à en améliorer durablement la culture et à accroître leur sécurité alimentaire et leurs revenus. Une formation combinant agronomie, commerce et vente, dispensée dans le cadre d'ateliers et de fermes pilotes, a bénéficié à plus de 8 240 producteurs du district de Babati, dans le nord du pays. Au sein de ce groupe, 5 470 producteurs ont également été formés aux bonnes pratiques agricoles. Ils ont ainsi acquis les compétences nécessaires pour accéder aux marchés d'exportation à forte valeur. L'initiative, soutenue par l'organisation à but non lucratif Farm Africa, offre aussi des formations via une application mobile.

8 240

agriculteurs à Babati, en Tanzanie, ont reçu une formation en commerce et en agronomie

Avec l'adoption de meilleures pratiques, la production de sésame a augmenté de façon substantielle depuis 2011, passant de 0,25 tonne à 0,98 tonne par hectare en 2014. Des fermiers "modèles" ou producteurs "pilotes", formés de façon intensive et soutenus par le projet pour former d'autres producteurs, ont constaté un bond de leurs revenus (de 258 à 530 euros par an), résultant de meilleurs rendements et de plus grandes compétences en marketing. Les pertes postrécolte sont passées de 40 % à 20 % par hectare. "Lorsque vous cultivez en adoptant de bonnes pratiques, vous avez davantage de rendement qu'avec les techniques locales", explique Ndemulikiwa Mbise, une productrice de sésame. "J'ai été formée à la commercialisation, et désormais j'agis en tant qu'entrepreneuse communautaire."

Entre novembre 2013 et avril 2014, l'utilisation de tablettes pour dispenser des modules de formation a été testée comme une alternative aux visites de fermes pilotes. Dix producteurs ont été équipés de ces véritables "parcelles de démonstration mobiles" pour former des producteurs de sésame dans leurs

communautés. Cette approche a concerné près de 500 producteurs. À l'issue de la formation, 71 % des stagiaires pouvaient reconnaître différentes variétés de sésame et savaient que celles-ci résistent différemment aux maladies ; 86 % pouvaient identifier les bonnes méthodes de culture.

Actuellement, Farm Africa et Esoko, un service d'information sur les marchés agricoles africains, proposent une formation pour aider les cultivateurs à partager leurs connaissances avec d'autres producteurs à l'aide d'applications pour téléphones mobiles. Fin 2016, 100 entrepreneurs communautaires et producteurs pilotes de groupements commerciaux d'agriculteurs ont été équipés de smartphones et formés à cette application. L'outil de formation mobile compte cinq modules de 10 minutes : préparation du sol, plantation, soin des cultures, récolte, postrécolte et commercialisation. La majorité des contenus est produite localement en kiswahili, la langue nationale. "Le smartphone me permet de former d'autres producteurs et m'aide à mieux communiquer pour vendre, ce qui facilite les relations avec les acheteurs", témoigne Ndemulikiwa Mbise.

Une fonction vidéo de l'application permet aux producteurs de regarder sur leur téléphone les formations dispensées sur les parcelles de démonstration, dans la mesure où de nombreux producteurs, surtout les femmes, ne peuvent visiter les fermes pilotes.

"Le smartphone me permet de former d'autres producteurs et m'aide à mieux communiquer pour mon commerce."

"Passer des tablettes aux téléphones mobiles a permis de fournir aux petits producteurs des informations plus pertinentes et en temps opportun sur les dernières techniques agricoles", explique Nicolas Mounard, PDG de Farm Africa. "Lors de la phase précédente, entre 2011 et 2014, les producteurs pilotes de sésame ont doublé leurs revenus. Nous souhaitons nous appuyer sur ce succès pour élargir le programme à davantage de producteurs tanzaniens." Prochaine étape : connecter les producteurs à des acheteurs par le biais de leurs smartphones. ■

LÉGUMINEUSES

Mieux formés, les petits semenciers se font une place dans la filière

De producteurs reçoivent une formation sur mesure et les conseils financiers d'une entreprise sociale leur garantissant de bons prix pour leurs semences.

Friday Phiri

En Zambie, près de 5 200 producteurs reçoivent un ensemble de services personnalisés leur permettant d'accéder au marché lucratif des semences de légumineuses. Leurs semences de qualité sont vendues sous la marque "Good Nature Seeds".

Les semences étant traditionnellement difficiles à produire et coûteuses à l'achat, les petits producteurs ont longtemps été exclus de l'industrie semencière, dominée par les intérêts des multinationales.

L'entreprise sociale Good Nature Agro a offert aux producteurs trois services clés, en général peu accessibles : des financements personnalisés pour les intrants, une information fiable et un marché rentable. L'entreprise coordonne l'accès à un agent de vulgarisation pour 40 producteurs, des conseils personnalisés sur les engrais et le financement, ainsi qu'un marché garanti (Good Nature Pro achète la production).

"Les producteurs ont besoin de partenaires qui soutiennent leurs objectifs personnels et qui acceptent de les aider à tracer le chemin qui les y conduit", explique Carl Jensen, cofondateur et PDG de Good Nature Agro. "C'est ce que nous faisons différemment des autres."

© GOOD NATURE AGRO/AMIE FLETCHER

Avec Good Nature Agro, des groupes de producteurs bénéficient de conseils d'un agent de vulgarisation pour améliorer les rendements et les revenus.

Dans l'est de la Zambie, le producteur Samson Tembo, 37 ans, espère tirer plus de 760 euros des 1 275 kg de haricots niébé qu'il a récoltés début 2017. "L'an passé, j'ai acheté deux vaches, six sacs d'engrais et payé l'école pour tous mes enfants. Cette année, mon objectif est d'agrandir ma maison au toit de tôle."

D'ici la fin de la campagne 2018-2019, Good Nature Agro ambitionne de réunir 50 000 producteurs de semences cultivant pour l'entreprise, aidés d'environ 1 000 vulgarisateurs. ■

NIGER

“L’emprise” des agropasteurs sur leur environnement

Au Niger, un accès quotidien à des informations climatiques fiables permet aux populations semi-nomades de tirer un meilleur profit des ressources naturelles.

Ousseini Issa

Dans la mosquée du village de Tokobinkani, à une trentaine de kilomètres de Niamey, les habitants écoutent les explications du formateur de l’Association pour la redynamisation de l’élevage au Niger (AREN) sur les prévisions saisonnières de l’année.

“En raison des incertitudes qui caractérisent les saisons, nous avons toujours pratiqué l’agriculture et l’élevage dans l’ignorance”, explique Boubé Amadou, un agropasteur. “Nous ne savons pas si l’hivernage sera précoce ou tardif, si les pluies seront abondantes et bien réparties ou s’il y aura suffisamment de pâturage et d’eau pour la survie du bétail.” Cette incertitude a pu, dans le passé, créer des difficultés de gestion des ressources avec les populations sédentaires en raison des fréquentes sécheresses qui frappent le pays.

304 000
personnes au Niger ont bénéficié d’un meilleur accès aux données climatiques

Depuis le démarrage, en avril 2015, des activités de BRACED-PRESENCES – Projet de résilience face aux chocs environnementaux et sociaux au Niger – au profit de 304 000 personnes vulnérables de la région de Tillabéri, les agropasteurs ont les moyens de mieux s’adapter aux variations climatiques. Étalé sur trois ans, ce programme financé par le département britannique en charge du développement international (DFID) couvre 13 pays en Asie, au Sahel et en Afrique de l’Est. Au Niger, le projet vise, entre autres, à améliorer la qualité des données climatiques et leur accès pour les populations agropastorales.

Manzo Issoufou, expert en pastoralisme à AREN, explique : “Les informations climatiques sont collectées auprès de la Direction nationale de la météorologie et l’Agrhymet (NDLR : une branche du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel – CILSS), puis agencées dans un format compréhensible par les agropasteurs qui s’en servent pour prendre des décisions utiles et à temps.”

Dans chaque village, des kits composés de radios, de téléphones mobiles solaires et de pluviomètres sont mis à disposition d’un comité qui peut accéder quotidiennement aux prévisions pluviométriques et informer les communautés.

Manzo Issoufou précise : “L’introduction de ces technologies, innovation majeure du projet, a contribué à améliorer la production agricole, le bien-être du bétail, et à l’atténuation des conflits autour de la gestion des ressources naturelles dans les zones ciblées.”

Pour Mme Issoufou Ouma Kaltoume, gestionnaire de connaissances et apprentissages à l’ONG CARE International Niger, “ce système d'information climatique permet de diffuser des données sur les aléas météorologiques afin de contribuer à l’adoption de telle ou telle autre stratégie par les producteurs ruraux dans un contexte de variabilité climatique”. Les agropasteurs savent désormais à quel moment amener le bétail en transhumance, quand semer et quel type de semences utiliser en fonction de la tendance de l’hivernage.

Abdourahamane Salifou, un autre agropasteur, confirme le changement : “Avant, la transhumance se faisait sur la base de connaissances empiriques avec de gros risques sur le parcours”. Comme d’autres, il a reçu des formations dans les domaines de l’agriculture, de l’élevage et de la gestion durable des ressources naturelles. Il poursuit : “Grâce aux informations sur les tendances saisonnières mises à notre disposition, nous avons aujourd’hui une certaine emprise sur notre environnement.”

Beaucoup de ces agropasteurs réclament désormais l’extension du projet aux pays voisins où il leur arrive de se rendre avec leur bétail. ■

© THOMSON REUTERS FOUNDATION/KIERAN GUILBERT

L’accès à des prévisions météorologiques aide les éleveurs nigériens à consolider leur résilience.

MALAWI

Contre la sécheresse, des potagers domestiques

La culture de potagers à faibles coûts aide les ménages malawites à réduire leur dépendance au maïs et à améliorer leur résilience face au changement climatique.

Charles Mkoka

En 2016-2017, le Malawi a connu sa pire crise alimentaire depuis 30 ans. Sa production de base, le maïs, a décliné de 42 % et de nombreux ménages n'ont pas eu de quoi se nourrir. Une initiative, lancée en juillet 2016 dans trois districts ruraux, permet à 150 000 villageois d'éviter la famine.

S'inspirant de projets pilotes ayant porté leurs fruits dans d'autres pays, l'initiative Victory Gardens ("les jardins de la victoire") promeut l'aménagement de petits potagers domestiques utilisant des ressources locales et des techniques durables de permaculture et d'agriculture biologique. La première année, plus de 100 conseillers en jardins villageois ont été formés par l'ONG Face to Face, qui organise des ateliers d'une journée dans les villages et crée au moins un potager le jour de l'atelier.

Au village de Kazitenge, les résidus des cultures de maïs et de tournesol sont utilisés pour fertiliser la terre. Les chefs du village ont entendu parler pour la première fois de nouvelles techniques d'agriculture intelligente face au climat lors d'une journée d'atelier : la perturbation minimale des sols, le recours aux connaissances autochtones pour lutter contre les nuisibles et les maladies, ou la conservation de l'eau et du sol. Après la démonstration, les villageois ont commencé à aménager 52 potagers. D'après Maliselino M'ninga, le chef du village de Kazitenge, "ceux qui ne mettent pas en pratique ces approches sont aujourd'hui ceux qui ne parviennent pas à obtenir des légumes bio frais et nutritifs".

© CHARLES MKOKA

En pratiquant la permaculture, Susan Manuel a accès à une source durable de légumes frais.

Susan Manuel, 35 ans et mère de cinq enfants, a aménagé son potager en mars 2017. Elle mélange des résidus de récolte avec du crottin de chèvre pour faire un engrais naturel qu'elle dispose sur son potager avant d'y planter les graines. "Je récolte des légumes tous les jours sans dépenser d'argent : des haricots, des légumes chinois, des carottes, des feuilles de potiron, des patates douces et même des gombos", dit-elle. Susan consacre désormais ses économies à l'achat de produits de base pour sa maison et ses enfants, comme des livres scolaires. "Auparavant, les femmes devaient parcourir de longues distances pour trouver des légumes. Aujourd'hui, je suis chez moi, je fais les tâches ménagères et je n'ai qu'à sortir au jardin", ajoute-t-elle.

L'initiative Victory Gardens a déjà concerné 55 000 ménages qui mènent diverses initiatives de permaculture. D'ici fin 2017, 22 000 ménages supplémentaires (soit 100 000 personnes) devraient bénéficier de potagers. Courant 2017, l'initiative est aussi étendue au Mozambique et à la Tanzanie. ■

Irrigation

Cartographie locale

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE GESTION DE L'EAU (IWMI) a utilisé la télédétection pour étudier précisément l'irrigation en Afrique du Sud. En se concentrant sur certaines régions, cette technique fournit des données cartographiques fiables qu'utilisent les petits producteurs au niveau local. On constate actuellement des anomalies dans les données sur les zones irriguées accessibles aux gouvernements nationaux. Cependant, un document de travail récent de l'IWMI affirme que cette approche de cartographie locale appliquée partout en Afrique permettrait de dépasser ces incohérences. Une étape essentielle pour identifier et réparer les principales défaillances des systèmes d'irrigation, y compris dans les zones où l'approvisionnement en eau n'est plus suffisant durant la saison sèche prolongée.

Conservation

Agriculture communautaire

EN OUGANDA, le tourisme et des techniques de conservation génèrent un revenu annuel brut de plus de 31 000 euros à une communauté marginalisée. Le groupe d'environ 400 femmes, jeunes et pygmées Batwa vivant près de la forêt de Bwindi pratique l'apiculture, l'agriculture et l'élevage. L'essentiel de leur production est vendu à des établissements touristiques. Une formation de l'ONG Initiatives communautaires pour la conservation de la biodiversité les a aidés à pratiquer l'agriculture biologique, à intégrer agriculture et élevage, et à utiliser des méthodes de culture résistantes à la sécheresse. Cette approche, combinée avec une formation à l'agrobusiness, a permis à 40 % des membres de faire passer leur revenu quotidien de moins de 1 € à 2,25 €.

CHAÎNE DE SÉCHAGE

De nouveaux outils pour éviter les moisissures

En Afrique, des technologies à bas coût permettent désormais de mesurer la teneur en humidité des aliments séchés. Les petits exploitants peuvent ainsi mieux contrôler la qualité de leur production et la vendre à meilleur prix.

James Karuga et Elias Ntungwe

Des chercheurs de l'Université de Californie à Davis ont conçu un nouvel appareil facile d'emploi qui détermine si la teneur en humidité des aliments séchés est suffisamment basse pour éviter le développement de moisissures durant le stockage. La "DryCard" est utilisée par des agriculteurs de toute l'Afrique pour éviter la contamination par l'aflatoxine et réduire les pertes après récolte. En effet, en se développant, les moisissures font baisser la valeur des aliments séchés sur le marché, ce qui entraîne une réduction des revenus des agriculteurs.

La DryCard est constituée d'une bande indicatrice d'humidité en chlorure de cobalt imprimée sur papier et plastifiée. Lorsqu'elle est placée dans un conteneur étanche renfermant des aliments séchés, elle change de couleur en 20 à 30 minutes, en fonction de l'humidité ambiante. Si l'indicateur devient rose, les aliments sont trop humides pour être stockés, mais s'il devient bleu ou gris ils sont suffisamment secs. Si les aliments sont "trop humides", ils doivent alors être séchés davantage ou consommés avant que la moisissure ne se développe.

À condition qu'elle soit stockée sans aucun contact avec l'eau, la DryCard constitue un moyen bon marché et efficace d'évaluer la teneur en humidité de produits tels que le riz, le maïs et les légumes séchés. Elle est réutilisable.

En mars 2017, la DryCard a remporté le premier prix du "All Africa Postharvest Technologies and Innovation Challenge" – un concours récompensant les meilleures innovations et technologies de postrécolte en Afrique – face à plus de 200 autres candidatures. "J'espère que nous trouverons des entrepreneurs et des bailleurs pour nous aider à diffuser cette technologie, afin que chaque agriculteur qui stocke des aliments y ait accès", souligne Elizabeth Mitcham, directrice du laboratoire d'innovation horticole de l'Université de Californie à Davis.

En 2017, le laboratoire a distribué 950 cartes à des cultivateurs de riz et de maïs dans les six régions de Tanzanie, au prix de 0,80 € la carte. De plus, 100 000 cartes ont été commandées par le ministère de l'Agriculture du Kenya et par l'USAID en Sierra Leone.

Au Cameroun, plus de 8 000 cultivateurs de cacao appartenant à la coopérative de Konye (KONACOOP) obtiennent de meilleurs prix pour leurs produits depuis qu'ils ont reçu des machines pour contrôler la teneur en humidité de la part du bureau camerounais de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), en août 2014. Avant cela, les membres étaient souvent floués par des courtiers qui profitaient de l'absence de machines de contrôle pour acheter aux agriculteurs leurs produits à bas prix. Désormais, en connaissant la teneur exacte en humidité de leurs fèves de cacao, les petits exploitants peuvent exiger un meilleur prix. Les membres de KONACOOP affirment vendre une partie du cacao séché entre 1,2 et 1,5 €/kg, contre moins de 0,90 € auparavant. D'après des représentants de l'IITA, une telle assistance sera étendue à d'autres cultivateurs de cacao confrontés aux mêmes difficultés. ■

© HORTICULTURE INNOVATION LAB/UC DAVIS

La DryCard peut être utilisée pour contrôler la teneur en humidité de produits tels que le riz, le maïs et les légumes séchés.

Kits d'identification

Matériel de terrain sur le légionnaire d'automne

DES DÉPLIANTS et des affiches conçus par des chercheurs ont été distribués à 70 000 agriculteurs et agents de vulgarisation d'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Malawi, d'Ouganda et de Zambie pour les aider à identifier le légionnaire d'automne (*Spodoptera frugiperda*). Ce nuisible originaire d'Amérique du Sud, observé pour la première fois en Afrique au début de 2016, au Ghana, ravage les cultures de maïs sur une grande partie du continent. Le matériel de Plantwise est utilisé lors de réunions sur la santé des plantes, dans des campagnes radiophoniques et sur les médias sociaux. Objectif : conseiller l'adoption de mesures de prévention, la surveillance des cultures, le retrait des larves à la main et, si possible, la pulvérisation des pesticides.

Pour en savoir plus : https://tinyurl.com/y98rcdj7

Macropropagation

Multiplication des bananiers

LA MACROPROPAGATION permet aux agriculteurs du Rwanda de multiplier rapidement et en grandes quantités leurs plants de bananes sains : des drageons sont sélectionnés à partir de plantes-mères et les gaines foliaires sont retirées afin d'exposer le méristème (partie de la plante qui grandit), lequel est coupé en morceaux et placé dans des chambres stériles pendant 15 jours jusqu'à ce que des plantules germent. Ainsi, un drageon peut produire jusqu'à 20 plantules – au lieu d'une – qui peuvent être plantées dans le sol après deux à trois mois. Cette technique permet aux agriculteurs de cultiver des variétés améliorées, comme Injagi et Fhia 25, et compense les mauvais rendements dus à la sécheresse et aux maladies.

ORGE BRASSICOLE

En Éthiopie, du malt local pour l'industrie de la bière

Dans le cadre d'un partenariat public-privé, des variétés améliorées d'orge brassicole contribuent à réduire les importations de malt et accroître les revenus des agriculteurs.

Andualem Sisay Gesesse

En Éthiopie, où la demande en bière ne cesse d'augmenter, les brasseries fournissent des semences d'orge brassicole améliorées aux agriculteurs locaux. Geletu Tafa, qui exploite 5 hectares dans le district d'Arsi Tiyo, est l'un des 20 000 petits exploitants produisant des variétés telles que "Traveller", créée en France pour Heineken Éthiopie.

"Avec les semences Traveller, ma production est passée de 2,5-3 à 6-7 tonnes par hectare. Alors qu'une tonne de blé et d'autres variétés d'orge valait 600 birrs (23 €) il y a trois ans, je vends la tonne de la nouvelle variété pour environ 1 000 birrs (38 €)", explique M. Tafa.

L'orge est cultivée par environ un million de petits exploitants sur près d'un million d'hectares, sur les plateaux d'Éthiopie. Résistantes à la sécheresse et aux températures extrêmes, les variétés traditionnelles ont un faible rendement et sont sensibles aux nuisibles et aux maladies. La demande nationale de malt pour l'industrie brassicole s'élève à 118 000 tonnes. En 2015, le pays a dépensé plus de 33 millions d'euros pour l'importation de 63 000 tonnes de malt pour son industrie brassicole, bien plus que les 52 000 tonnes que les deux malteries d'Éthiopie sont capables de produire.

© ICARDA

Des variétés améliorées d'orge brassicole ont un impact positif sur les récoltes et les revenus des petits exploitants en Éthiopie.

"Le pays pourrait produire suffisamment d'orge brassicole pour nos brasseries et ainsi accroître les revenus des agriculteurs, mais tous les intervenants doivent collaborer", observe le Dr Berhane Lakew, chercheur à l'Institut de recherche agricole éthiopien (EIAR).

Depuis 2011, l'EIAR collabore avec quatre brasseries et l'Assela Malt Factory dans le cadre d'un partenariat public-privé visant à améliorer les variétés de semences d'orge brassicole. Une nouvelle variété mise sur le marché fin 2016 – Singitan – est résistante à la mouche des pousses, qui peut causer des pertes totales lors des courtes saisons des pluies. La variété améliorée a aussi un meilleur rendement (jusqu'à 4,1 tonnes par hectare) et présente de bonnes qualités pour la fabrication du malt. Parmi les variétés déjà mises sur le marché, HB 1963 et HB 1964, dont le rendement peut aller jusqu'à 6 tonnes par hectare, sont également excellentes pour la fabrication du malt. Elles ont une valeur ajoutée démontrée pour les agriculteurs locaux.

"En finançant la fourniture de variétés de semences améliorées, nous travaillons avec 46 000 petits exploitants de la région Amhara, qui livrent leurs récoltes à la Gondar Malt Factory", indique Abreham Zerihun, de Dashen Breweries. "Nous avons ainsi réduit la quantité de malt à importer et améliorons les revenus des agriculteurs."

SUBSTITUT NUTRITIF

Pour le pain, la farine de blé détrônée par la patate douce

La demande croissante de pain à base de purée de patate douce à chair orange (PDCO), bénéfique pour la nutrition, aide à combattre la carence en vitamine A en Afrique.

Oluyinka Alawode

Au Ghana, au Kenya et au Nigeria, les boulangers ajoutent de la purée de patate douce à chair orange (PDCO) au pain à base de blé pour améliorer sa valeur nutritionnelle. Ceci réduit également de 15 % les coûts de production grâce à une moindre utilisation des autres ingrédients importés, tels que la farine de blé et le sucre. Avec une hausse de la demande en PDCO et les prix plus élevés offerts par les boulangers et les transformateurs, les agriculteurs voient leurs revenus augmenter. Enfin, l'adoption de la PDCO, qui contient plus de bêta-carotène que les variétés à chair blanche ou jaune majoritairement cultivées en Afrique, contribue donc à renforcer la consommation de vitamine A sur une partie du continent.

Avant que la patate douce ne soit utilisée en purée, en farine et en édulcorants, moins de 20 % de la production était commercialisée en Afrique subsaharienne. Au cours des trois dernières années, le Centre international de la pomme de terre (CIP) s'est employé à promouvoir la PDCO en proposant, entre autres, des formations aux boulangers du Ghana et du Nigeria. Ceux-ci ont appris à fabriquer du pain en remplaçant 40 % de la farine par de la purée de PDCO cuite à la vapeur. Fatai Ganiyu, boulanger nigérian, qui a suivi cette formation, fournit désormais du pain à base de PDCO à 20 écoles et les enfants semblent l'apprécier. Pour préparer suffisamment de pain, Ganiyu a besoin de 60 kg de PDCO toutes les deux semaines. Il s'approvisionne dans une petite exploitation près de sa boulangerie.

Selon le CIP, seulement 125 g de PDCO sont requis pour répondre aux besoins quotidiens en vitamine A. Ainsi, une tranche de pain contenant 40 % de PDCO fournit 5 à 10 % de l'apport nécessaire. Le docteur Tawanda Muzhingi, spécialiste en nutrition au CIP, souligne que la patate douce offre un meilleur apport énergétique par hectare que le blé, le riz ou le manioc. Elle est également riche en fibres alimentaires (2,5-3,3 g/100 g), potassium, vitamines C et E, et elle a un indice glycémique faible.

© TAWANDA MUZHINGI/CIP

Chaque semaine, les boulangeries de Nairobi produisent plus de 2 000 pains et petits pains à base de PDCO.

125 g
de PDCO sont requis pour répondre aux besoins quotidiens en vitamine A

La purée de PDCO est préférable à la farine non seulement parce que sa transformation en farine réduit sa teneur en vitamine A, mais aussi parce qu'elle est plus rentable : il faut seulement 1,5 kg de PDCO pour obtenir un 1 kg de purée, contre 5 à 7 kg de patates douces fraîches pour 1 kg de farine. En 2014, des recettes de pain contenant au moins 40 % de purée de PDCO à la place de la farine de blé ont été développées à travers des partenariats entre le CIP et des chaînes de supermarchés au Kenya.

Ces recettes ont stimulé la demande de PDCO et la plus grande chaîne de supermarchés d'Afrique de l'Est – Organi Limited – achète désormais des PDCO fraîches aux agriculteurs pour un prix supérieur de 10 % au prix du marché local. La chaîne transforme les tubercules et fournit chaque semaine 2 à 3 tonnes de purée à 30 boulangeries du Kenya. Celles-ci produisent plus de 2 000 pains et petits pains (400 g) à base de PDCO par semaine.

L'engouement est aussi perceptible au Ghana et au Nigeria. L'augmentation de la demande de pain à base de PDCO crée ainsi un marché lucratif pour les agriculteurs, les consommateurs étant prêts à payer plus pour ses bienfaits nutritionnels et son goût. Le CIP prévoit d'élargir ce marché au Burkina Faso, à l'Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Rwanda et à la Tanzanie. ■

TRANSFORMATION

Au Bénin, un couscous d'igname à cuisson express

Le couscous séché et précuit Wassa-Wassa Tchigan, produit par l'entreprise Fenou Foods, réduit le temps de préparation du plat traditionnel de 5 heures à 15 minutes.

Claude Biao

Maxime Hountondji et Sonita Tossou – les deux inventeurs du Wassa-Wassa Tchigan – ont vendu leur premier sachet de semoule d'igname séchée en mars 2016. Le tubercule, sous ses diverses formes, compte pour plus de 25 % de la nourriture des foyers béninois. De quoi aider ce nouveau concept à rapidement devenir un succès d'agrobusiness. "Le Wassa-Wassa Tchigan est un produit à cuisson rapide, facile à conserver, facile à transporter", expliquent les deux responsables de Fenou Foods. Quiconque a déjà cuisiné du wassa-wassa traditionnellement comprend leur exploit.

"Il faut compter une demi-journée, et encore, la recette n'est pas du tout évidente puisqu'il faut toujours veiller à ce que les grains ne collent pas", précise Dina Monra, qui tient un mini-restaurant dans la ville de Parakou, à 415 km au nord de Cotonou.

Premier objectif donc, pour Fenou Foods : réduire le temps de cuisson. Leur recette comprend un procédé de précuisson à la vapeur, puis un séchage au four. La dizaine d'agents de la petite entreprise obtient ainsi des grains parfaitement détachés. En bout de chaîne, le consommateur n'aura à cuire le wassa-wassa que 15 minutes.

© CLAUDE BIAO

Fenou Foods produit chaque semaine 3 000 sachets de 200 g de couscous d'igname précuit, appelé Wassa-Wassa Tchigan.

Conditionné dans des emballages semi-transparents de 200 g, le Wassa-Wassa Tchigan est tellement aisé d'usage que les jeunes entrepreneurs ont vite conquis le marché béninois. Après un peu plus d'un an, les sachets de Wassa-Wassa Tchigan sont distribués par une dizaine de supermarchés de Cotonou et exportés dans les pays frontaliers au prix de 1 500 francs CFA (2 €). Résultat, Fenou Foods a dû faire passer sa production de 150 sachets par mois en 2016 à plus de 3 000 sachets aujourd'hui.

Sur le plan nutritif, le Wassa-Wassa Tchigan n'innove pas, mais il reste un produit qui "respecte les normes et l'hygiène alimentaire" de l'Agence béninoise de la sécurité sanitaire des aliments, assure Azarath Ogbon, nutritionniste et directrice de production à Fenou Foods. En avril 2017, le produit a remporté le deuxième prix de la qualité décerné par l'ONG Act for Development, au Salon agroalimentaire du Bénin. Une récompense qui suffit à satisfaire les consommateurs, pas mécontents de ne plus passer des heures en cuisine. "Mon époux et mes enfants en raffolent, mais je ne pouvais en faire que certains weekends", explique Audrey Dossoukpè, une mère de deux filles de 7 et 12 ans. "Maintenant je peux le leur offrir autant de fois qu'ils en ont envie et sans trop d'effort. Imaginez ! Près de 5 heures de travail avant, réduites à seulement 15 minutes maintenant... pour moi c'est une aubaine."

En plus du Wassa-Wassa Tchigan, Fenou Foods produit de la farine de cossette d'igname, Telibd'or, et des épices moulues ■

Volaille

Des poussins "améliorés"

DES RACES DE VOLAILLE dont la croissance est 150 % plus importante lors des trois premiers mois de vie et qui produisent quatre fois plus d'œufs que les espèces locales ont été introduites en Éthiopie. Un partenariat entre l'initiative Feed the Future de l'USAID et le fournisseur de volaille EthioChicken améliore l'accès à cette source de protéines abordable et offre aux agriculteurs des opportunités de revenus. Les races améliorées sont vendues aux petits exploitants à 0,9-1,3 euro par tête, via un réseau rural d'agents de vulgarisation. Ceux-ci reçoivent d'EthioChicken des poussins âgés de quelques jours et vaccinés, qu'ils élèvent pendant 45 jours avant de les vendre aux agriculteurs. Plus de 3 millions de poussins ont été vendus à près de 330 000 petits exploitants depuis 2010, contribuant ainsi à améliorer la nutrition des familles et les revenus de la vente de poulets et d'œufs.

Postrécolte

Un apprentissage "ludique"

AU NIGERIA, petits exploitants, détaillants et grossistes sont formés au traitement, au stockage, à la réfrigération et au conditionnement après récolte des fruits et légumes frais en vue de réduire les pertes post-récolte et d'améliorer la sécurité alimentaire. Les journées d'"éducation ludique" de ColdHubs, organisées avec des comédiens, des DJ locaux et des danseurs, sont l'occasion pour les petits exploitants d'en apprendre plus sur la qualité et la sécurité alimentaire à travers des concours, de la danse, des démonstrations sur l'altération des aliments et une courte série de conférences sur la nutrition. Ce modèle est utilisé pour démontrer l'efficacité de l'entreposage frigorifique dans la réduction des pertes nutritionnelles des aliments au fil du temps, contrairement aux denrées exposées à la lumière directe du soleil. D'après ColdHubs, ce modèle d'éducation ludique a déjà bénéficié à 3 000 personnes, dont 70 % se sont engagées à réduire les pertes après récolte.

© ROBERTHARDING/ALAMY STOCK PHOTO

Les organisations de pêcheurs caribéens sont consolidées afin de renforcer leur implication dans la gouvernance nationale et régionale ainsi que les problèmes de gestion.

GOUVERNANCE

Les pêcheurs caribéens défendent leurs intérêts

Dans les Caraïbes, la pêche artisanale joue un rôle vital en matière de sécurité alimentaire, mais est menacée par les industries maritimes. Une initiative financée par l'UE aide les pêcheurs à se faire entendre auprès des élus.

Natalie Dookie

Consolider la contribution de la pêche artisanale à la sécurité alimentaire dans les Caraïbes en donnant les moyens aux organisations régionales et nationales de pêcheurs de participer plus activement à la gouvernance du secteur : tel était l'objectif du programme EuropeAid, financé par l'UE pendant quatre ans et achevé en décembre 2016. Cette initiative a été mise en œuvre par l'Institut caribéen des ressources naturelles et des partenaires travaillant avec le Réseau des pêcheurs artisans des Caraïbes et les associations nationales de pêcheurs artisans de 17 États caribéens.

Avec plus de 35 économies côtières et insulaires, la mer des Caraïbes est vitale pour le secteur de la pêche artisanale dans la région. En 2016, le rapport de la Banque mondiale (en anglais) "Vers une économie bleue : la promesse d'une croissance durable dans les Caraïbes" estimait la valeur annuelle brute de la pêche régionale à 4 milliards d'euros en 2012 et celle de l'aquaculture à 1,68 milliard d'euros. Des chiffres qui ont sans aucun doute augmenté ces dernières années. Néanmoins, la pêche régionale s'est considérablement appauvrie : près de 60 % des stocks de pêche commerciale sont surexploités ou se sont effondrés.

60 % des stocks de pêche commerciale sont surexploités

De plus, la pêche artisanale fait face à un manque d'équipement, une faible sécurité, des menaces dues au changement climatique et un appui étatique inadapté.

Afin de renforcer la faible implication des pêcheurs artisans caribéens dans la gouvernance et la gestion nationale ou régionale, de petites subventions ont été attribuées dans le cadre du Fonds pour le renforcement des pêcheurs artisans. Ces aides visent à renforcer la gouvernance interne, le leadership, la planification stratégique et commerciale, ainsi que

la communication et le plaidoyer des pêcheurs. Enfin, ceux-ci sont sensibilisés à l'utilité des organisations professionnelles.

Parmi les bénéficiaires des subventions, l'organisation des Pêcheurs unis de Trinité-et-Tobago (TTUF) a reçu 10 000 euros. D'après son président Joslyn Lee Quay, la subvention a servi à renforcer la structure organisationnelle et développer un plan de communication pour améliorer sa gouvernance. "Nous avons mis en œuvre une approche orientée par un comité et divisé le pays en segments, avec des représentants locaux responsables de la mobilisation des pêcheurs. Nous avons également engagé une organisation locale pour revoir notre structure exécutive et faire des recommandations, que nous mettons en œuvre actuellement. Parmi celles-ci, des élections régulières et l'introduction de 'sang neuf' dans l'association." Néanmoins, reconnaît Joslyn Lee Quay, "l'un des défis auxquels nous avons été confrontés est la participation aux ateliers : les pêcheurs étant à leur compte, ils ont de lourdes contraintes en termes d'emploi du temps". Près de 100 personnes de 22 organisations de pêcheurs ont participé à la formation de TTUF.

"Nous devons nous affirmer et dire aux gouvernements qu'ils leur faut agir ensemble."

TTUF a aussi pu développer ses positions de façon à influencer la prise de décision lors des réunions annuelles des ministres de l'Agriculture des Caraïbes. À Trinité-et-Tobago, TTUF utilise désormais les nouveaux médias et les réseaux sociaux pour mieux communiquer avec les décideurs politiques. "Nous devons nous affirmer et dire aux gouvernements qu'ils leur faut agir ensemble en matière de pêche au chalut, de piraterie, d'études sismiques et de prévention des marées noires qui détruisent la vie marine et nos sources de revenus", affirme M. Lee Quay. "TTUF continuera à travailler avec les pêcheurs au sein de notre réseau national pour partager l'information et forger du consensus sur ces questions de gouvernance." ■

PRODUITS SURGELÉS

Au Bénin, la pêche locale à bon port

L'entreprise Awa Fish figure parmi les plus importantes sur le marché des produits de la mer congelés grâce à sa proximité avec ses fournisseurs : les pêcheurs artisans.

Claude Biao

Dans le port de Cotonou, au Bénin, Awa Fish est incontournable sur le marché des produits de la mer congelés. L'entreprise doit son succès à sa fondatrice, Awa Codjo, et son business model innovant. L'une des clés de sa réussite : un lien étroit avec plus de 400 familles de pêcheurs, au contraire de ses concurrents qui importent leurs produits.

"Lors d'une visite au port de pêche, je me suis rendue compte que les pêcheurs étaient obligés de jeter les invendus de leur prise journalière pendant la haute saison. Cela m'a donné l'idée de stocker ces invendus, d'où la construction des chambres froides", explique Awa Codjo. De 170 tonnes de poisson congelé par an dans les années 1990, l'entreprise a atteint aujourd'hui une capacité de 700 tonnes. Ainsi, beaucoup des 4000 pêcheurs de la côte béninoise ne sont plus obligés de vendre leurs produits au détail, parfois à perte, ni de jeter leurs invendus.

© MCC

Awa Fish doit son succès à sa fondatrice, Awa Codjo, et son business model innovant.

En 2009, Awa Fish a reçu un prêt de 350 000 dollars dans le cadre d'un accord sur cinq ans entre le gouvernement du Bénin et la Millennium Challenge Corporation (MCC) – une agende américaine d'aide au développement – pour l'achat de nouvelles chambres froides et le financement d'une formation à la comptabilité pour son personnel. Mieux équipé, Awa Fish s'est trouvé en position de négocier les prix auprès des détaillants. Devenue plus crédible auprès des institutions financières, l'entreprise a doublé sa ligne de crédit.

Reste à faire face à l'un des principaux défis des entrepreneurs du secteur : la fourniture en électricité, peu fiable. En 2015, la MCC et le gouvernement béninois ont signé un accord – *Benin Power Compact* – de 375 millions de dollars afin d'augmenter la production d'électricité, en améliorer la distribution et mettre en place des réformes pour les investissements public-privé du secteur de l'énergie. Évoquant Awa Fish, le PDG de la MCC de l'époque Dana J. Hyde a déclaré : "Une fourniture fiable en électricité signifie qu'elle ne dépendra plus de générateurs très chers pour garder ses poissons congelés lors des coupures de courant." ■

DR JAMES MWANGI

Aider les agriculteurs à gérer leurs revenus

Le Dr James Mwangi, PDG de la banque kényane Equity Bank, souligne l'importance des mécanismes de financement innovants bénéficiant aux agriculteurs, y compris les services bancaires mobiles et la formation des femmes et des jeunes à la finance.

Bob Koigi

L'Equity Group Foundation (EGF) a touché près de 1,5 million de femmes et de jeunes en leur offrant une formation financière. Quelle est l'importance de l'éducation financière des jeunes agriculteurs et agricultrices pour la croissance du secteur agricole ?

L'EGF offre aux agriculteurs des formations pour améliorer leurs connaissances, leurs compétences, leurs attitudes et leurs comportements en matière de gestion financière. L'objectif est de permettre aux jeunes agriculteurs de mieux gérer les revenus générés par leurs activités agricoles.

Le programme d'éducation financière comporte quatre modules – planification budgétaire, épargne, gestion des dettes et services financiers. Pour toucher un plus large public, et particulièrement les jeunes, la teneur du programme a été adaptée au format des téléphones portables, sur lesquels les agriculteurs peuvent maintenant accéder aux formations. Le contenu du programme est présenté sous forme de conseils, de questions, de réponses et d'enseignements financiers.

La formation financière des femmes et des jeunes a favorisé une transition de l'agriculture de subsistance vers l'agriculture commerciale. Le domaine d'intervention de l'EGF, axé sur l'agriculture, forme les agents de terrain aux disciplines agronomiques, pour qu'ils enseignent les bonnes pratiques agricoles aux exploitants. Cela se traduit par un meilleur rendement des cultures et un accroissement des revenus, ce qui a aussi contribué à améliorer le remboursement des prêts, car les agriculteurs ont déjà été formés à la gestion des dettes.

Les TIC et les services bancaires mobiles révolutionnent la prestation des services agrofinanciers. Quelles sont les initiatives innovantes qui ont le plus de chances d'avoir un impact positif ?

Les TIC et les services bancaires mobiles ont révolutionné les transferts de fonds et les paiements en accordant aux clients une plus grande liberté et un meilleur contrôle dans la gestion de leurs comptes. La clientèle d'Equity Bank adopte maintenant la nouvelle doctrine qui veut que "la banque soit quelque chose que l'on fait, pas un endroit où l'on va". C'est un phénomène intéressant pour les agriculteurs ruraux qui, jusqu'à récemment, devaient aller loin pour accéder aux services financiers.

Equity Bank, chef de file dans les secteurs des TIC et des services bancaires mobiles, s'efforce de renforcer son programme d'inclusion financière. La banque a récemment mis en place de nouvelles plateformes numériques comme Equitel, une solution bancaire mobile qui permet à ses clients d'accéder à des services de banque et de télécommunications par transmission de voix ou de données ou par SMS. L'application Eazzy Banking, une plateforme révolutionnaire, aide ses clients à gérer leur argent et leurs objectifs financiers. Le développement des produits bancaires numériques vise à rendre les services financiers plus accessibles, pratiques et abordables.

Sur les plateformes numériques libre-service, les agriculteurs peuvent effectuer diverses transactions bancaires telles que transferts d'argent, paiements de factures, accès au crédit, sans sortir de chez eux. Grâce à l'application Eazzy Banking ou à Equitel, la banque peut examiner la solvabilité des agriculteurs en évaluant leur crédit et établir ainsi le prix du crédit en fonction des risques.

La plateforme numérique EazzyChama encourage aussi les agricultrices et les jeunes agriculteurs à intégrer des groupes ou associations. EazzyChama est un outil comptable numérique destiné aux groupes, couramment appelés "chamas" au Kenya. Ces regroupements leur permettent de mobiliser et combiner leurs gains pour obtenir des prêts plus importants. Les membres peuvent aussi se garantir mutuellement pour accéder à des financements sans recourir à des garanties classiques. La plateforme permet également aux agriculteurs du groupe de surveiller les contributions apportées, les sommes présentes dans le compte collectif, le nombre de prêts qu'ils gèrent et les retraits effectués.

© EQUITY BANK

Le Dr James Mwangi, PDG de la banque kényane Equity Bank, détaille les approches innovantes fournissant un accès à la finance aux agriculteurs.

La représentation des femmes dans l'agrobusiness est encore assez faible. Comment les mécanismes innovants de financement peuvent-ils mieux soutenir les femmes entrepreneurs ?

La banque a encouragé les femmes entrepreneurs à s'engager dans l'agrobusiness en collaborant étroitement avec d'autres partenaires pour créer des liens avec les marchés. Elle a par exemple travaillé avec l'initiative Achats pour le progrès du Programme alimentaire mondial, avec East Africa Breweries Ltd (pour intégrer les cultivateurs de sorgho), et avec Frigoken Ltd (pour intégrer les producteurs horticoles).

Equity Bank a également noué des partenariats innovants de financement pour lancer des projets axés sur l'autonomisation des femmes. Nous nous sommes par exemple associés avec GROOTS Kenya pour financer les femmes rurales qui s'engagent dans des activités d'agrobusiness. La principale composante du projet vise à renforcer la capacité commerciale de ces femmes et à faciliter leurs liens avec les marchés. Le programme cible 3 400 emmes rurales des comtés de Nakuru et Kitui. Le remboursement des prêts s'est avéré excellent dans ce projet, qui a aussi réussi à transformer les vies et moyens d'existence de ces femmes rurales, si bien que la Banque mondiale a classé GROOTS en tête des projets ayant un impact majeur.

"La formation financière des femmes et des jeunes a favorisé une transition de l'agriculture de subsistance vers l'agriculture commerciale"

Equity Bank met aussi actuellement en œuvre un projet appelé Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya (KCEP), un partenariat stratégique public-privé entre le gouvernement du Kenya, l'Union européenne, le Fonds international de développement agricole et Equity Bank. Le rôle d'Equity est de fournir une plateforme de bons électroniques permettant aux agriculteurs d'acquérir des intrants auprès d'agrodistributeurs sélectionnés. Les agriculteurs reçoivent des cartes GAB constituant un portemonnaie électronique à fonctions multiples (par exemple, un portemonnaie pour les semences, les engrais, les équipements). De leur côté, les agrodistributeurs reçoivent des terminaux de points de vente (TPV) adaptés. Les agriculteurs n'ont qu'à glisser leurs cartes dans ces TPV pour acquérir divers intrants agricoles ; une fois leurs cartes introduites, toutes les transactions sont traitées en ligne et en temps réel. Près d'un demi-milliard de shillings (4,3 millions d'euros) ont été jusqu'à présent déboursés pour plus de 27 000 bénéficiaires de projets (58 % des agriculteurs bénéficiaires sont des femmes). Les agriculteurs enrôlés dans le KCEP ont aussi reçu une formation financière ; 63 % de tous les agriculteurs formés jusqu'à maintenant sont des femmes.

Le secteur privé reste réticent à investir dans l'agrobusiness en raison des risques perçus comme plus importants par rapport à d'autres industries. Que peuvent faire les décideurs et institutions financières pour inverser cette tendance ?

La grande majorité des agriculteurs africains est depuis toujours exclue de l'accès aux services financiers. Les principaux financiers ont tendance à éviter de prêter au secteur agricole à cause des risques inhérents, dont la dépendance à l'agriculture pluviale, la faible utilisation des technologies modernes, les fluctuations du prix des denrées agricoles et les difficultés d'accès aux marchés. Equity Bank, en collaboration avec d'autres acteurs animés du même esprit, est à l'avant-garde de la lutte contre ces problèmes par la mise en place de produits financiers innovants réduisant les risques dans le secteur. La banque a adopté un concept de financement de la chaîne de valeur qui a réduit coûts et risques et augmenté l'efficacité globale des chaînes de valeur agricoles.

La banque aide aussi les agriculteurs à atténuer les risques liés aux prix en proposant un financement sur récépissé d'entrepôt. C'est la première institution financière à appliquer ce système au Kenya. Elle propose aussi, avec l'Equity Insurance Agency, un régime d'assurance agricole abordable permettant aux agriculteurs de diminuer divers risques agricoles. Les produits tels que les assurances bétail ou récolte indexées peuvent réduire les risques du secteur par la gestion en commun des chocs systémiques touchant tous les agriculteurs à un moment donné.

Les gouvernements pourraient aussi minimiser les risques agricoles en augmentant l'investissement et les mesures incitatives encourageant les petits agriculteurs à investir dans l'irrigation, les équipements et d'autres technologies de mécanisation et de modernisation de l'agriculture, et réduire la dépendance ›

© EQUITY BANK

Le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim et le Dr Mwangi discutent des différentes façon dont Equity Bank a amélioré l'accès aux services bancaires pour les agriculteurs d'Afrique de l'Est.

excessive à l'agriculture pluviale, qui rend le secteur imprévisible et risqué pour les financiers. Un investissement dans l'infrastructure rurale, par exemple dans des routes de desserte et des structures locales d'entreposage, minimiserait également les pertes subies à cause du gaspillage ou de l'altération des aliments. De nombreux gouvernements africains ont toutefois encore du mal à respecter l'objectif de la Déclaration de Maputo visant à allouer annuellement au moins 10 % de leurs budgets nationaux à l'agriculture.

En tant que plus grande banque commerciale d'Afrique, Equity Bank a ouvert la voie à la prestation de services financiers aux petits agriculteurs. Quels enseignements l'institution a-t-elle tirés de ce processus, qui pourraient contribuer à combler l'écart entre agriculteurs et financiers ?

Dans l'esprit de ses modestes débuts dans les succursales rurales, Equity est restée fidèle à son objectif de soutenir les agriculteurs par l'intermédiation financière. Elle a, à cet effet, développé des interventions financières et des programmes de formation novateurs qui aident les petits agriculteurs à devenir des acteurs à part entière dans un système financier inclusif.

L'offre des services financiers de la banque passe par un réseau régional de plus de 170 succursales au Kenya, qui permet d'atteindre les agriculteurs des villes rurales. Equity Bank est également présente en République démocratique du Congo, au Rwanda, au Soudan du Sud, en Tanzanie et en Ouganda. Ce vaste réseau est complété par plus de 29 000 postes de transactions bancaires dont les agents couvrent les zones rurales. Ces services sont très utiles aux agriculteurs qui accèdent ainsi à des services financiers près de chez eux, économisant temps et argent. Grâce aux nouvelles plateformes numériques d'Equity Bank, les services financiers sont devenus encore plus accessibles, pratiques et abordables.

Equity Bank est également chef de file du financement agricole au Kenya. Elle dispose d'un service se consacrant entièrement à l'agriculture et aux agroentreprises, dont le directeur général encadre plus de 200 agents spécialistes de l'agriculture, qui gèrent les relations avec les agriculteurs. Cette équipe forme et conseille les exploitants pour faire de l'activité agricole une entreprise profitable. Le service s'efforce de comprendre les besoins de ses divers clients au sein des chaînes de valeur des cultures et de l'élevage et de leur fournir en temps utile des solutions pertinentes. Par exemple, les facilités de crédit proposées aux agriculteurs offrent une durée de prêt et un calendrier de remboursement adaptés aux prévisions des mouvements de trésorerie fondées sur le cycle de production, ce qui leur permet d'emprunter et de rembourser leurs prêts sans difficultés.

> *"Les TIC et les services bancaires mobiles ont révolutionné les transferts de fonds et les paiements"*

Le financement rural n'est pas qu'une offre de crédit. La banque propose aussi aux agriculteurs un vaste éventail d'aides financières. Equity Bank a beaucoup investi dans les infrastructures informatiques pour offrir des solutions de paiement et des produits d'épargne variés. Elle met à disposition des agriculteurs des services conviviaux et abordables : versements facilités, absence de frais de tenue de comptes et de solde minimum d'ouverture ou de fonctionnement. Grâce au service Hapo Hapo, les agriculteurs peuvent même ouvrir un nouveau compte à partir de leur téléphone. ■

Dossier

BIG DATA ET ASSURANCE CLIMATIQUE : MOINS DE RISQUES, PLUS DE REVENUS

Un meilleur accès aux données agricoles permet aux programmes d'assurances indexées de toucher plus largement les agriculteurs. Ceux-ci deviennent ainsi plus résilients et s'adaptent mieux au changement climatique.

ASSURANCE INDEXÉE

La voie vers la résilience et l'adaptation de l'agriculture

Le manque de données agricoles disponibles pour les petits agriculteurs et les institutions financières des pays en développement doit absolument être comblé pour permettre au secteur agricole de renforcer sa résilience et de s'adapter au changement climatique.

Stephanie Lynch

© JOERG BOETHLING/ALAMY STOCK PHOTO

Dans les pays ACP, faute d'informations et de données agricoles, la gestion des risques agricoles est hasardeuse. Les petits agriculteurs sacrifient en moyenne 12 à 15 % de leurs revenus annuels pour atténuer les risques grâce aux mécanismes traditionnels d'adaptation, dont la liquidation de leurs avoirs productifs, le non-remboursement de leurs emprunts et la diversification excessive de leurs cultures – des méthodes souvent inefficaces et contre-productives.

Entre 1995 et 2015, il y a eu 7 000 catastrophes naturelles qui, pour l'Afrique seule, ont touché 308 millions de personnes. Le risque accru de sécheresses, d'inondations et de vagues de chaleur décourage les agriculteurs d'investir dans les intrants et technologies agricoles qui augmentent la productivité et les rendements, comme les engrais et les semences améliorées. Et même s'ils le voulaient, incapables de prouver leur capacité à rembourser leurs emprunts, ils butent sur des organisations financières qui hésitent à leur accorder des crédits.

L'essor des mégadonnées

Néanmoins, l'investissement dans la technologie agricole a augmenté de 80 % depuis 2012, lorsque l'impact révolutionnaire des mégadonnées (big data) sur la chaîne alimentaire a commencé à se faire sentir. Cet apport de capitaux s'est traduit par le développement de technologies précises de télédétection et d'autres outils de collecte des données – lire l'article de *Spore* sur l'agriculture de précision (https://tinyurl.com/y9wdgcuf) – et a favorisé l'émergence d'entreprises privées d'analyse des données agricoles. Farmers Business Network, une entreprise américaine

Les données agricoles pertinentes sont utilisées pour créer des index météorologiques pour les remboursements d'assurance.

visant à démocratiser l'information, fournir des analyses objectives et mettre en place une concurrence dans le secteur agricole, a récemment reçu 36 millions d'euros d'investissement de la part d'entreprises connues de capital-risque, dont GV et DBL Partners. De son côté, Gro Intelligence a conçu un logiciel d'abonnement, Clews : un moteur de recherche qui fournit des analyses couvrant un vaste éventail de données agricoles du monde entier. Cette entreprise réalise des analyses complexes de données environnementales en se fondant sur l'imagerie satellitaire, la production agricole, les flux commerciaux et les caractéristiques démographiques, à la fois simples et accessibles à un grand nombre d'utilisateurs.

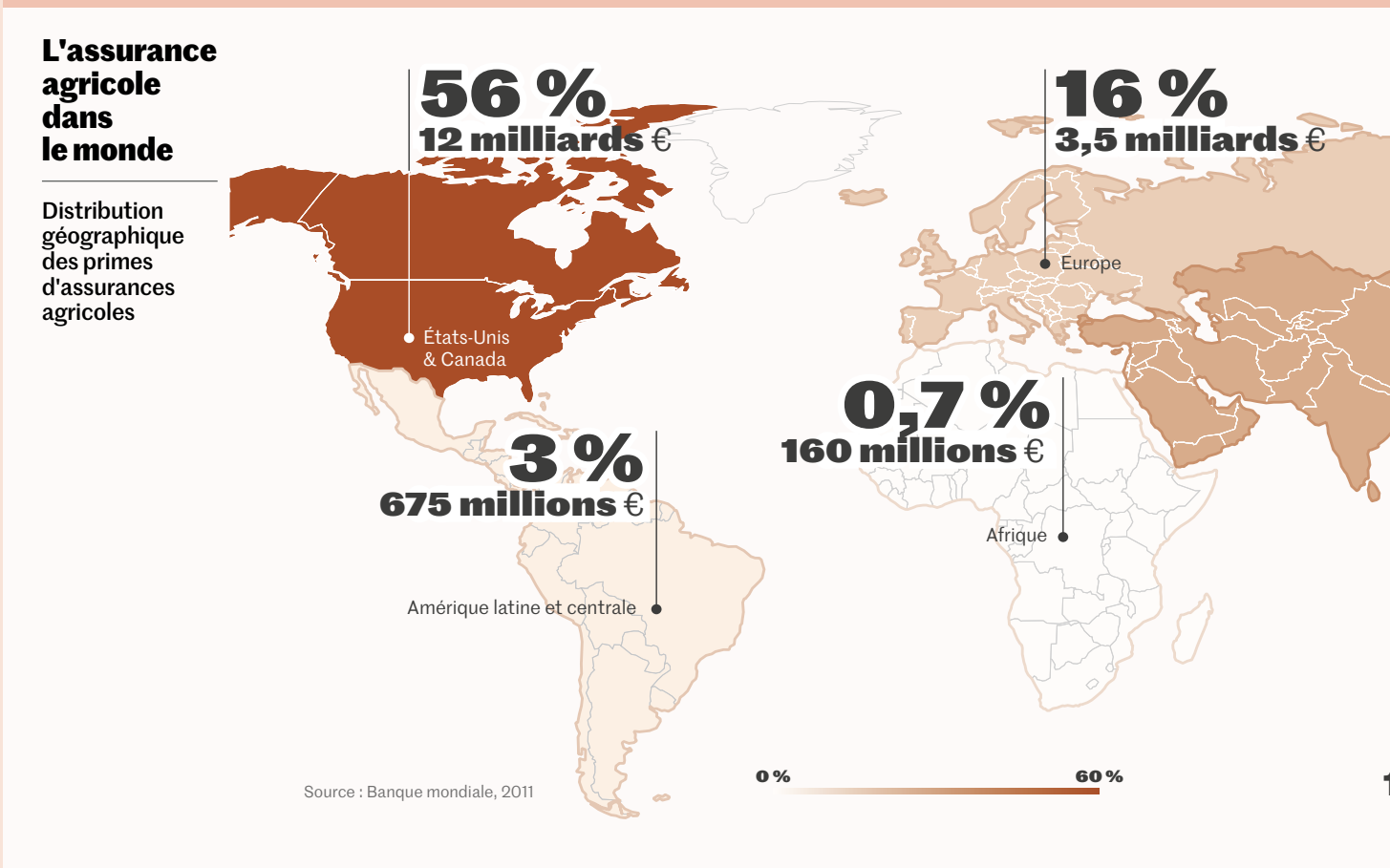
Lancée début 2017, la Plateforme du CGIAR pour les grandes données en agriculture, qui réunit plus de 70 partenaires, s'inscrit dans la tendance de l'utilisation massive des données agricoles. Elle rassemble des milliers d'experts, des spécialistes des cultures aux programmeurs informatiques, pour recueillir, traiter et analyser de vastes quantités de données sur les cultures, la météorologie, les sols, etc. "Avec suffisamment de données et d'analystes, explique Andy Jarvis, directeur de recherche au CIAT, nous pourrons dire si les pluies arriveront à temps ou en retard, et anticiper les chocs, réduire les risques et maximiser les opportunités pour une agriculture profitable et durable."

De quoi permettre aux agriculteurs et décideurs de prendre des décisions opportunes en réaction aux impacts du changement climatique. Toutefois, Sara Menker, fondatrice et directrice générale de Gro Intelligence, s'intéresse plus au potentiel de statistiques fiables pour évaluer, surveiller et mesurer les activités agricoles dans la perspective d'encourager l'investissement commercial. Interrogée au Forum économique mondial, elle a résumé l'importance des données ainsi : "Comment pouvons-nous évaluer le risque encouru par un agriculteur si nous ne comprenons pas réellement les cycles de la production agricole dans la zone où il travaille en Afrique ?"

Des variables prises en compte

La disponibilité accrue des données agricoles a, entre autres, permis la mise en place de l'assurance indexée, une solution viable aux problèmes de la gestion des risques dans un environnement évolutif. Contrairement aux assurances-indemnités traditionnelles, ce type d'assurance n'estime pas les dédommagements en fonction des pertes de rendement individuelles ou du coût des dommages et de la santé dans les élevages. Les indemnités sont calculées selon un indice de valeurs lié aux variables qui affectent la productivité agricole, telles que les précipitations sur une certaine durée ou l'état de la végétation dans une région.

Pour créer ces indices, les assureurs doivent avoir accès à des données agricoles précises en temps opportun. Et c'est là qu'interviennent les entreprises comme aWhere qui, chaque jour, collecte plus de sept milliards de données dans le monde entier, y compris des informations météorologiques localisées en temps réel et des données agronomiques de terrain pour toute la chaîne de valeur agricole. Grâce à un partenariat avec le projet de Services d'information ICT4Ag axés vers le marché et appartenant aux utilisateurs (MUIIS) du CTA, les données d'aWhere sont utilisées pour offrir aux petits agriculteurs ougandais des assurances-récoltes intégrant alertes météorologiques et conseils agronomiques. Pour John Corbett, cofondateur d'aWhere, "la clé, pour mettre en place des services d'information durables, est de résoudre les problèmes en offrant ›



simultanément des services utiles". Toutefois, souligne-t-il, la réussite du projet dépend de l'investissement engagé pour former le marché aux avantages de l'assurance.

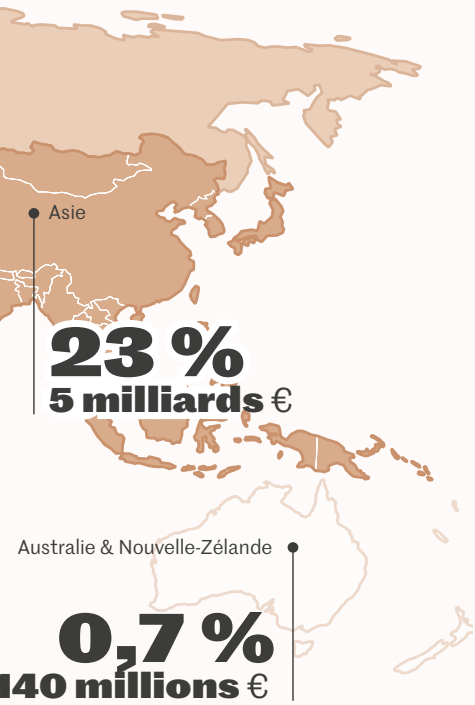
Une initiative axée sur l'amélioration de l'accessibilité et de l'utilisation de l'information climatique au niveau local et national, Enhancing National Climate Services (ENACTS), fournit les données nécessaires à la mise en place d'assurances indexées pour les petits agriculteurs éthiopiens. Les experts d'ENACTS améliorent l'accessibilité des données climatiques en associant les données issues des réseaux pluviométriques nationaux et des estimations satellitaires des précipitations, des cartes altimétriques et des produits de réanalyse des températures. Ces données sont ensuite proposées en ligne sur le site d'ENACTS sous forme de séries de cartes (Maproom). Les assureurs les utilisent pour comparer les mesures relevées par les agriculteurs sur des pluviomètres manuels avec les données de surveillance des précipitations d'ENACTS afin d'évaluer la justesse des indemnités d'assurance. Cette comparaison a été utilisée dans des centaines de villages d'Éthiopie par le système d'assurance R4 Rural Resilience.

L'élargissement des produits d'assurance

En Zambie, un partenariat collaboratif entre secteur privé, organismes gouvernementaux et organisations à but non lucratif, encadré par la société sans but lucratif Musika, a réussi à assurer plus de 60 000 ménages agricoles contre la sécheresse et les événements météorologiques défavorables durant la saison 2015/16. Selon Agrotosh Mookerjee, un actuaire-conseil en micro-assurance engagé dans le projet, "nous avons atteint le moment décisif et passionnant où nous avons réussi à élargir durablement l'assurance agricole à des dizaines de milliers d'agriculteurs et à offrir un produit novateur pour gérer les risques de base et maximiser le service à la clientèle, tout en restant commercialement viable pour les assureurs et réassureurs".

> "Avec suffisamment de données et d'analystes, nous pourrons dire si les pluies arriveront à temps ou en retard."

Le cas des petits agriculteurs ghanéens recevant de WorldCover des indemnités activées automatiquement par les satellites surveillant les précipitations est un autre exemple de réussite. L'entreprise privée promet aux investisseurs un modèle transparent qui limite les risques de dégradation et offre les rendements attendus. Ce niveau de protection contre les catastrophes naturelles et phénomènes climatiques réduit les risques du crédit aux agriculteurs, ce qui encourage



Pas d'assurance sans variétés améliorées de semences

Pour encourager les agriculteurs d'Afrique orientale à adopter les services d'assurance sécheresse et les semences tolérantes à la sécheresse, un projet géré par le CGIAR associe en une seule offre deux outils intelligents sur le plan climatique. Bien que les germoplasmes adaptés au changement climatique soient de plus en plus disponibles, Jon Hellin, chercheur au Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), regrette que "les menaces comme la sécheresse – la raison même pour laquelle il faut adopter des variétés de cultures adaptées au changement climatique – représentent un énorme risque qui fait hésiter les agriculteurs à investir dans de nouvelles technologies, telles que les semences tolérantes à la sécheresse". Toutefois, ajoute-t-il, "l'association des semences avec un outil d'atténuation des risques tel que l'assurance indexée ouvre de fantastiques opportunités d'augmenter le nombre d'agriculteurs utilisant les technologies et pratiques d'agriculture intelligente face au climat".

Automatiquement indemnisés par les assureurs si les précipitations n'atteignent pas un seuil convenu, les petits agriculteurs investissent plus volontiers pour améliorer leur résilience face au changement climatique. Le projet associe donc agriculteurs, assureurs, réassureurs et semenciers pour développer des produits appropriés d'assurance indexée à combiner avec des germoplasmes adaptés au changement climatique.

Le CIMMYT, par le biais d'un partenariat avec le projet d'élargissement de l'utilisation des semences améliorées Maïs pour l'Afrique résistant à la sécheresse et avec ACRE (Agriculture and Climate Risk Enterprise), étudie les possibilités d'incorporation de semences de maïs tolérantes à la sécheresse à une garantie de replantation offerte par ACRE aux agriculteurs. Pour déclencher l'application de la garantie de replantation, les agriculteurs doivent, au moment de la plantation, envoyer par SMS un code indiqué dans chaque sac de semences de maïs. Leur exploitation sera alors surveillée par imagerie satellite pendant 21 jours. Si l'indice de sécheresse est déclenché pendant cette période, les agriculteurs seront indemnisés afin de pouvoir acheter un nouveau sac de semences. La prime d'assurance pour cette couverture est intégrée au prix des semences de maïs, ce qui évite des frais supplémentaires aux petits agriculteurs.

ACRE propose aussi des services d'assurance pour les intrants, les récoltes et les animaux d'élevage à 800 000 petits agriculteurs d'Afrique orientale. Ils devraient être trois millions d'ici 2018. En collaborant avec le plus important fournisseur d'assurance indexée du monde en développement, le CIMMYT vise à fournir, d'ici 2019, des services regroupés à 400 000 agriculteurs des zones d'Afrique orientale sujettes à la sécheresse.

les institutions financières à leur accorder des prêts. Ils peuvent alors investir dans des intrants plus productifs sans s'inquiéter que des conditions météorologiques extrêmes réduisent leur capacité à dégager des rendements sur ces investissements. Malgré la valeur évidente de ces assurances et l'existence de 652 975 programmes protégeant les agriculteurs africains et de plus de trois millions de programmes d'assurance agricole en Amérique latine, 90 % des petits agriculteurs du monde n'ont toujours pas accès à l'assurance récoltes. Afin d'évaluer les difficultés à surmonter pour élargir la portée de ces programmes d'assurance indexée, le CTA a coorganisé une conférence sur l'amplification de l'adaptation agricole par l'assurance à Bonn, en Allemagne, le 14 mai 2017 – lire "Big Data, Transformer l'assurance agricole" (https://tinyurl.com/yazv5arq) dans *Spore* 185 et l'appel à l'action publié à la suite de l'événement (https://tinyurl.com/ybfgzc8f).

Et maintenant ?

Plusieurs problèmes apparaissent. Le premier est la difficulté d'amplifier la souscription des agriculteurs aux produits d'assurance. Ceci découle de leur incompréhension et de leur méfiance concernant les avantages de l'assurance agricole et la fiabilité des institutions financières pour verser les indemnités dans des délais acceptables. Les prestataires d'assurances agricoles doivent donc s'efforcer conjointement d'éduquer les agriculteurs et de leur faire mieux réaliser les possibilités d'indemnisation de l'assurance. Dan Osgood, responsable scientifique à l'Institut international de recherche sur le climat et la société, a résumé le problème ainsi : pour qu'ils soient persuadés d'investir dans l'assurance, "les agriculteurs ont besoin de voir les données et la science apparaître au bout de leurs doigts".

De plus, ces produits doivent aussi être plus accessibles et mieux correspondre aux besoins des agriculteurs. Il faudrait donc les consulter et cibler d'abord les grandes exploitations commerciales disposant de revenus plus importants pour ›

› démontrer les avantages de l'assurance intempéries indexée et convaincre d'investir dans ces produits. Reste à résoudre un autre problème : l'assurance agricole, pour devenir une solution durable au changement climatique, doit attirer l'investissement du secteur privé.

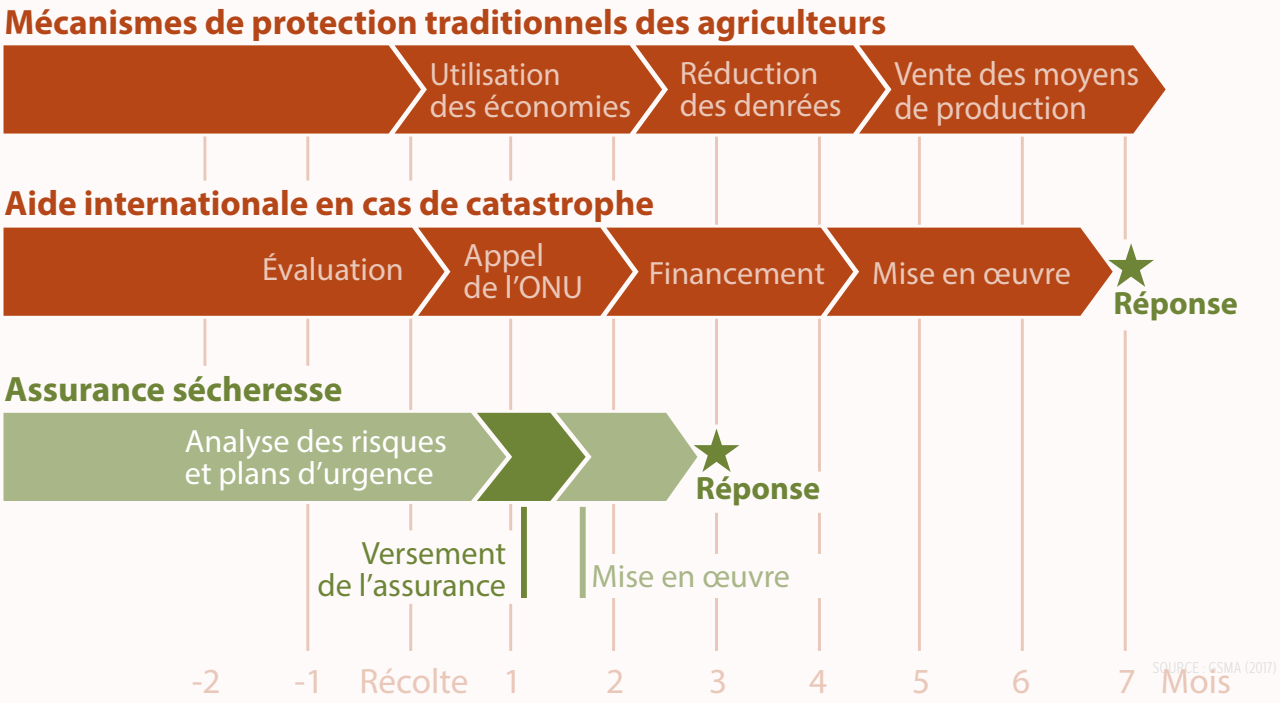
Compte tenu de cette problématique, une entreprise sociale à but lucratif, dont l'objectif est de réduire les risques liés aux investissements dans des zones menacées par les événements climatiques extrêmes et les catastrophes naturelles, a été lancée en juin 2016. Global Parametrics vend des solutions de transfert de risques et des couvertures d'assurance indexée aux organisations qui sont généralement peu protégées comme les ONG, les banques de développement, les fournisseurs de microfinancements et même les municipalités dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. Les assurances combinées pour la gestion des risques financiers en cas de catastrophe offertes par Global Parametrics proposent une protection financière aux organisations vulnérables afin qu'elles puissent faire face de manière efficiente aux impacts des graves catastrophes météorologiques et sismiques (ex. : en versant des indemnités aux agriculteurs). Pour garantir que ses services soient financièrement durables, l'entreprise partage ses risques avec des tiers investisseurs par le biais d'un fonds d'investissement appelé Natural Disaster Fund.

> "L'assurance seule ne suffit pas, il faut lui adjoindre des services et intrants complémentaires."

Une autre solution est le concept du regroupement de l'assurance indexée avec d'autres services financiers et d'information. À Bonn, Ishmael Sunga, PDG de la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe, a prévenu : "L'assurance seule ne suffit pas, il faut lui adjoindre des services et intrants complémentaires." Il a été démontré que la fourniture d'un éventail de services pour atténuer les risques du changement climatique intéresse davantage les agriculteurs et le secteur privé. Dans cette perspective, le projet phare du CTA en Afrique australe axe son action sur l'expansion de l'assurance intempéries conjuguée à trois autres solutions éprouvées de résistance au changement climatique pour les cultivateurs de céréales et éleveurs : les semences tolérantes à la sécheresse, l'amélioration des services d'information sur le climat et les options favorisant la diversification des éleveurs. Avec cet éventail de services, le CTA veut améliorer la résistance au changement climatique de 200 000 petites exploitations agricoles familiales d'Afrique australe, essentiellement au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe. ■

Comment les assurances peuvent-elles améliorer l'adaptation et renforcer la résilience ?

L'impact des assurances : exemple de l'assurance sécheresse dans les États africains



SOURCE : SCALING UP ADAPTATION THROUGH INSURANCE, BONN, 14 MAY 2017

INTERVIEW

John Corbett : de l'agriculteur au marché, l'importance de données au diapason

Stephanie Lynch

Pour John Corbett, de l'entreprise d'information agricole aWhere, il est primordial que tous les acteurs des chaînes de valeur agricoles soient tenus informés des données agricoles et météorologiques les plus récentes.

Comment faut-il exploiter les technologies pour aider l'agriculture à s'adapter aux impacts du changement climatique ?

Tout commence avec l'agriculteur. Des petits exploitants aux producteurs commerciaux, l'éducation et la sensibilisation des agriculteurs à l'utilisation des services d'information sont la clé. Lorsque les agriculteurs comprendront comment la "science agricole" améliorera leurs profits, ils tireront parti des technologies pour résoudre réellement leurs problèmes. Il faut renforcer la chaîne de valeur agricole afin que les agriculteurs puissent disposer des intrants nécessaires au moment où ils en ont besoin, mais aussi pour informer les marchés de la disponibilité des produits avec des précisions sur le lieu et la date de leur récolte. Seule une information améliorée peut atténuer l'impact des variations météorologiques dans l'ensemble de la chaîne de valeur agricole.

Les assurances indexées sont de plus en plus utilisées pour renforcer la résilience de l'agriculture face au changement climatique. Quels sont les défis et opportunités de ces programmes d'assurance agricole axés sur les données ?

Je pense qu'il y a deux obstacles majeurs à l'utilisation efficace et durable des programmes d'assurances indexées. D'abord, le client (cultivateur ou éleveur) doit comprendre et être convaincu que les données utilisées par l'assureur reflètent équitablement les risques et coûts. C'est un problème majeur de communication et d'éducation. Deuxièmement, l'assureur est confronté à la tâche quasi impossible de calculer ce risque parce que le réchauffement de l'atmosphère entraîne une variabilité climatique qui s'est révélée beaucoup plus percutante dans le passé proche (à peu près ces cinq dernières années) qu'au cours du passé "statistique" (ces derniers 30 ans). Ma crainte est que les assureurs soient beaucoup plus exposés à des pertes qu'ils ne le pensent parce que la fréquence des impacts météorologiques sur l'agriculture semble certainement beaucoup plus élevée maintenant qu'il y a seulement dix ans. Ces pertes poseront problème lorsque les assureurs ne généreront pas suffisamment de bénéfices pour assurer leur durabilité. Néanmoins, cette assurance pourrait constituer un modèle commercialement viable si elle était regroupée de manière cohérente avec d'autres services financiers, tels que des crédits et des services d'information, pour équilibrer risques et coûts. La difficulté consiste à bien estimer toute l'étendue des risques.

Quels sont les principaux obstacles à la diffusion de techniques efficaces de collecte des données dans les zones éloignées et comment les surmonter ?

Pour toutes les techniques de collecte et diffusion des données et informations dans les zones éloignées, il faut appréhender les chaînes de valeur agricoles avec une solution globale qui s'adresse à tous les principaux acteurs d'une chaîne de valeur spécifique. Autrement dit, c'est très bien de fournir aux agriculteurs des informations sur la production – cela améliorera leurs rendements et profits – mais cette approche ne sera pas durable si les fournisseurs d'intrants et les marchés ne reçoivent pas les mêmes données agrégées. Par exemple, il est possible grâce à la science appliquée d'augmenter les rendements du manioc, mais il doit y avoir un marché pour que cette production augmentée devienne durable, faute de quoi la récolte pourrira ! Les marchés et les responsables des chaînes d'approvisionnement, comme les fournisseurs d'intrants, doivent savoir comment la production évolue dans les exploitations afin de pouvoir répondre aux besoins des agriculteurs. Il faut donc renforcer les chaînes de valeur de concert – sinon elles se briseront !

© AWHERE

John Corbett (PhD) est cofondateur et responsable des sciences de l'entreprise aWhere.

ZIMBABWE

Une plateforme multiservices favorisant l'inclusion financière

Le réseau mobile du Zimbabwe, Econet Wireless, a créé une plateforme utile aux agriculteurs : EcoFarmer offre une large palette de services avec l'objectif d'augmenter leur productivité et d'atténuer les risques.

Busani Bafana

Ces dernières années, la plus grosse entreprise de services de télécommunications du Zimbabwe, Econet Wireless, a révolutionné les services de téléphonie mobile dans le pays en parvenant à plus de 97 % de pénétration du téléphone portable. Mais la révolution ne s'arrête pas là. Pour les agriculteurs, en plus de l'accès à Internet et à des solutions de paiement mobile, l'entreprise propose des abonnements à la plateforme mobile EcoFarmer, qui leur offre divers services, dont une assurance contre les intempéries, par le biais de SMS et de messages vocaux envoyés sur leur portable. La plateforme est spécifiquement conçue pour être accessible par les téléphones portables les plus simples afin que les clients les moins aisés puissent accéder aux services et les recevoir.

La plateforme EcoFarmer, créée il y a plus de trois ans, propose des micro-assurances innovantes permettant aux agriculteurs d'assurer cultures et intrants contre les intempéries comme les sécheresses ou les précipitations excessives. Par exemple, Econet s'est associé avec l'Union des agriculteurs du Zimbabwe (ZFU) – qui représente plus d'un million de ménages agricoles – pour offrir "ZFU-EcoFarmer Combo". Pour un abonnement mensuel de 0,89 €, les agriculteurs membres de la ZFU reçoivent une formation aux bonnes pratiques agricoles, une assurance obsèques individuelle EcoSure (les personnes à charge peuvent être ajoutées moyennant un coût supplémentaire), des conseils pour la production de maïs ou l'élevage du bétail et une assurance indexée contre les intempéries qui couvre une mauvaise récolte de maïs pour une saison.

© BUSANI BAFANA

Elizabeth Tshuma, une productrice horticole et éleveuse de 67 ans basée près de la ville de Bulawayo, est abonnée à ZFU-EcoFarmer Combo. “J’ai par le passé eu des soucis avec la perte d’un membre de ma famille et le coût de ses obsèques. Mon abonnement à ZFU-EcoFarmer Combo a résolu ce problème”, déclare-t-elle. “L’assurance pour mes cultures est idéale, surtout avec la sécheresse de 2016 et l’excès de précipitations cette année”, ajoute-t-elle. Cette agricultrice – qui élève aussi des bovins et des chèvres, ainsi que des poules autochtones – explique que grâce au service d’EcoFarmer “Dial-a-Mudhumeni” (agent de vulgarisation), fourni en collaboration avec le ministère de l’Agriculture, elle peut appeler gratuitement pour obtenir en temps opportun des informations et conseils pour ses cultures et animaux. Sa voisine, Magaret Gauti Mpofu, a décidé de souscrire à cette assurance quand elle a entendu d’autres agriculteurs parler des versements d’assurance obsèques d’EcoSure. Le service des informations agricoles et météorologiques est précieux pour cette agricultrice, qui sait que l’accès à de telles données peut grandement améliorer son activité.

Pour seulement 0,89 € par mois, EcoFarmer offre un abonnement aux agriculteurs membres de l’Union des agriculteurs du Zimbabwe, des conseils sur les cultures ou l’élevage, une assurance récolte indexée contre les intempéries et une assurance obsèques.

Tous les agriculteurs peuvent s’inscrire librement aux services d’EcoFarmer sur leur téléphone portable, indique Douglas Mboweni, directeur général d’Econet. Ils doivent alors fournir des renseignements sur la localisation et le type de leur exploitation, sur lesquels EcoFarmer se fonde pour établir leur profil géographique et leur fournir des informations adaptées à leur zone agricole. Douglas Mboweni est convaincu qu’Econet favorise l’inclusion financière via EcoFarmer, car chaque agriculteur doit au préalable être inscrit à EcoCash (un outil de paiement mobile). “En tant qu’entreprise, nous sommes en train de perfectionner nos mécanismes de surveillance et de suivi afin de mieux mesurer et faire connaître notre impact dans l’ensemble du secteur”, déclare-t-il.

Le Zimbabwe, où plus de 70 % de la population dépend principalement de l’agriculture et plus de 60 % vit dans des zones rurales, est essentiellement une économie agraire. Les besoins sont donc diversifiés et étendus.

À services TIC exceptionnels, récoltes exceptionnelles

De nouveaux services sont en cours de développement par Econet pour aider les agriculteurs à commercer, accéder à l’épargne depuis leur téléphone portable et recevoir des prêts ou d’autres produits d’assurance. L’objectif est que les agriculteurs puissent tirer le meilleur parti de leurs offres groupées antérieures comme EcoCash et EcoSure. “Econet détient la plus vaste couverture de réseau du Zimbabwe et, avec plus de 10,2 millions d’abonnés, nous avons conscience que le téléphone portable est un outil puissant pour transformer les moyens d’existence”, souligne Douglas Mboweni. “Nous avons aussi identifié le manque d’informations comme l’un des principaux problèmes des petits exploitants agricoles et nous nous efforçons avant tout de permettre à nos agriculteurs de recevoir des services de conseil aux exploitations sur leur téléphone portable.”

Pour interagir avec les agriculteurs, Econet travaille en étroite collaboration avec des organisations locales comme la ZFU et des ONG comme Mercy Corps afin de mobiliser les communautés. Une approche que les agriculteurs trouvent plus “personnelle”. L’engagement d’Econet avec des intermédiaires communautaires, généralement des personnalités reconnues et respectées, a contribué à alphabétiser et sensibiliser les agriculteurs, et les services sont proposés dans les langues vernaculaires. L’éducation numérique et financière des agriculteurs reste toutefois un défi à relever. “L’un des principaux enseignements de notre expérience est que l’éducation numérique et financière est cruciale pour que nos agriculteurs puissent comprendre et adopter les services Econet”, précise Douglas Mboweni. EcoFarmer compte plus de 700 000 agriculteurs inscrits, dont beaucoup sont abonnés à des offres spécifiquement adaptées. Ce n’est qu’un début, affirme-t-il : “Nous avons traversé les phases d’apprentissage et d’essai et prévoyons maintenant d’atteindre l’échelle opérationnelle qui permettra à nos services d’avoir un impact économique et social plus important sur nos agriculteurs.” ■

Sous les auspices de son projet-phare en Afrique australe (https://tinyurl.com/y8nuffgk) : Making Southern African cereal and livestock farming climate resilient, le CTA aide Econet Wireless et la ZFU à diffuser l’initiative de micro-assurance EcoFarmer auprès de 3 000 petits exploitants de trois provinces du Zimbabwe : le Mashonaland Ouest, la province de Masvingo et les Midlands.

JAMAÏQUE ET SAINTE-LUCIE

Des assurances innovantes pour minimiser les risques climatiques

Deux produits d'assurance, conçus dans le cadre du projet Climate Risk Adaptation and Insurance in the Caribbean, offrent une sécurité financière face au changement climatique.

Desmond Brown

© MARCO DORMINO/UN/UNICEF

Au cours des trente dernières années, 1,5 million de personnes ont été touchées par les inondations et les tempêtes tropicales au Belize, à Grenade, à la Jamaïque et à Sainte-Lucie. On estime les dommages à plus de 4,23 milliards d'euros. Ces événements météorologiques extrêmes augmentent en fréquence et intensité, mais les habitants des Caraïbes bénéficient depuis 2011 d'une initiative innovante d'assurance pour les aider à se protéger de leurs impacts dévastateurs.

Véritable menace pour le développement, les pertes et dommages liés au changement climatique accentuent la pauvreté : plus vulnérables, les populations pauvres ont une faible capacité d'adaptation parce qu'elles ont moins de ressources pour faire face au risque climatique. Ces ressources sont mises à mal par les événements climatiques extrêmes, ce qui aggrave d'autant leur pauvreté. Un cercle vicieux dont l'assurance contre le risque climatique aide à sortir en compensant les dommages causés par les événements météorologiques extrêmes.

Les remboursements de l'assurance, dans le cas d'un événement météorologique extrême, varient entre 67 € et 3 337 €

Des évènements météorologiques extrêmes de plus en plus intenses, comme les ouragans, provoquent des inondations et des dévastations dans les Caraïbes.

Deux produits pour stimuler la croissance

Le projet Climate Risk Adaptation and Insurance in the Caribbean (Assurance et adaptation au risque climatique dans les Caraïbes), lancé en 2011 par l'Initiative de Munich sur l'assurance climatique (MCII), cible les personnes à faibles revenus exposées à des risques liés à la météorologie. Financé à hauteur de 4,6 millions d'euros, dans le cadre de l'Initiative internationale pour le climat, par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature, de la Construction et de la Sûreté nucléaire, le projet a permis la création de deux produits d'assurance contre les risques climatiques : l'un pour la protection des moyens d'existence (LPP), à portée individuelle, et l'autre pour la couverture des portefeuilles de prêts (LPC), destiné aux institutions financières.

La LPP est une police d'assurance paramétrique basée sur un indice climatique, qui garantit le versement rapide d'indemnités aux assurés lorsque certains seuils sont dépassés pour les vents et/ou les précipitations. Ceci aide les personnes vulnérables à reconstruire leurs vies au lendemain des catastrophes naturelles. En outre, la couverture d'assurance réduit le risque de crédit des assurés, ce qui améliore leurs possibilités d'accès à des services financiers. Pour convaincre les personnes les plus menacées de souscrire ces polices, le projet vise à susciter l'engagement des communautés vulnérables par ses activités de sensibilisation et vulgarisation.

La LPC est conçue pour contribuer à stabiliser les institutions financières après les événements climatiques extrêmes en protégeant leurs fonds propres contre les chocs financiers qu'ils déclenchent. Le niveau de sécurité apporté par cette couverture des risques aide à prévenir tout recul à long terme de l'activité économique. La LPC peut par conséquent améliorer l'accès des personnes à faibles revenus à des prêts et services financiers abordables. Avec un meilleur accès au crédit, associé à la garantie d'une indemnité d'assurance en cas d'événement météorologique grave, les assurés peuvent investir dans des actifs qui augmenteront leur productivité.

La protection contre les risques offerte par ces deux produits d'assurance contribue donc à stimuler la croissance économique, malgré la fréquence accrue des catastrophes naturelles, en créant des emplois et en développant les marchés et les chaînes de valeur des Caraïbes.

En stimulant le développement économique dans les secteurs sensibles au changement climatique, le projet Climate Risk Adaptation and Insurance in the Caribbean de la MCII – mis en œuvre par le biais de la Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility (CCRIF) et d'autres partenaires – a pour ultime objectif d'améliorer la résilience des communautés touchées par le changement climatique dans les Caraïbes.

L'assurance climatique en action

En mai 2017, 10 des 14 paroisses jamaïcaines ont été inondées suite à de très fortes précipitations et d'énormes glissements de terrain. D'après les services météorologiques de la Jamaïque, les précipitations sur l'île ont atteint un niveau sans précédent. L'Organisation météorologique mondiale a enregistré 63 mm de pluie à l'aéroport international Norman Manley de Kingston les 15 et 16 mai et 92,6 mm à ›

› l'aéroport international Sangster de Montego Bay les 17 et 18 mai – contre généralement 100 mm sur douze jours en mai.

Le secteur agricole de l'île a été gravement frappé par ces fortes pluies, avec des dommages estimés à 5,3 millions d'euros. Environ 10 000 agriculteurs ont été touchés. "Il y a eu des pluies très, très fortes et soutenues pendant des jours, qui ont sursaturé les sols", explique Bobby Pottinger, qui cultive depuis 50 ans des bananes et des noix de coco sur sa ferme de 44 hectares à Highgate, paroisse Sainte-Marie, dans le nord-est du pays. "Quand les sols sont sursaturés et que les vents soufflent, cela renverse les bananiers, et j'ai perdu beaucoup de fruits qui étaient presque prêts à récolter."

Il y a actuellement 300 assurés payant leurs cotisations en Jamaïque. D'ici un an, ils devraient être 3 000.

Avec les indemnités de la LPP, M. Pottinger a pu rapidement surmonter les dommages causés par les fortes précipitations. Auparavant, explique-t-il, les agriculteurs comme lui dépendaient de la caisse d'assurance de l'industrie bananière pour se protéger de tels phénomènes météorologiques. Mais les fonds ont été épuisés après environ huit gros ouragans et de nombreuses tempêtes. M. Pottinger voit donc d'un œil positif le projet Climate Risk Adaptation and Insurance in the Caribbean "parce qu'il n'y a rien eu pendant longtemps pour combler cette absence de solutions". Il ajoute : "Je siège aussi au conseil de l'industrie de la noix de coco et je pousse également ses membres à souscrire ce type d'assurance."

Sainte-Lucie est de même exposée aux événements météorologiques extrêmes liés au changement climatique. En 2016, l'agriculture de l'île a souffert des inondations et des glissements de terrain déclenchés par l'ouragan Matthew. Dans le sud de Sainte-Lucie, Cutis Fontenelle, producteur et exportateur de bananes et de plantains, a ainsi perdu 100 % de ses récoltes. C'était la troisième fois depuis qu'il a commencé à cultiver. "Il peut être très difficile de rebondir après les catastrophes naturelles", dit-il. "En général nous sommes anéantis." Évoquant le projet Climate Risk Adaptation and Insurance, M. Fontenelle, qui a été indemnisé pour ses pertes agricoles, explique : "C'est l'une des meilleures choses qui soient arrivées, en particulier pour les agriculteurs. Sans hésiter, je recommande à tout le monde de profiter de cette assurance."

Renforcer la transparence et la confiance

Le projet Climate Risk Adaptation and Insurance s'efforce, avec plusieurs organismes nationaux de gestion des catastrophes, d'harmoniser au mieux les flux d'informations qui parviennent aux assureurs locaux, pour que les assurés puissent recevoir des alertes précoces à l'approche d'événements climatiques extrêmes. Informés à temps, les assurés peuvent ainsi gérer et atténuer les risques de manière proactive en mettant en œuvre les mesures nécessaires de protection de leurs moyens de subsistance. À cet effet, le projet a organisé des ateliers facilitant le dialogue entre les assureurs locaux, les organismes nationaux de gestion des catastrophes et les organisations régionales de gestion des urgences et catastrophes.

Ces ateliers avaient pour objectif de renforcer la transparence et la confiance entre les différentes organisations participant au projet, afin de favoriser la prestation des services nécessaires aux assurés. Les institutions et les individus seront ainsi plus enclins à investir en nombre dans les produits d'assurance – de 300 clients payants en Jamaïque, on devrait passer à 3 000 d'ici un an. Les ateliers visaient aussi à favoriser la participation des ministères caribéens en charge du changement climatique et du développement durable, ainsi que des autorités locales, afin qu'ils parviennent à un consensus soutenant l'assurance climatique indicielle et qu'ils aident le projet Climate Risk Adaptation and Insurance à se développer dans la région. ■

La LPP, comment ça marche ?

Les agriculteurs et les individus à faibles revenus couverts par la LPP sont assurés pour toutes les pertes de revenus dues aux pluies abondantes ou aux vents forts. Les primes sont fixées selon la couverture souhaitée par les assurés et peuvent être réglées de façon hebdomadaire, mensuelle ou annuelle. Un indice de déclenchement, correspondant au volume de précipitations ou à la vitesse du vent qui doivent être atteints pour que les assurés reçoivent une indemnisation, est défini à l'avance. Les quatre niveaux indiciels sont déterminés par une analyse rigoureuse des données historiques de vents et précipitations dans la région. Le projet Climate Risk Adaptation and Insurance in the Caribbean collabore avec une organisation, DHI, pour surveiller les événements météorologiques extrêmes via les données satellitaires communiquées en permanence aux assureurs locaux. Lorsqu'un seuil d'événement météorologique extrême est dépassé, les assurés reçoivent un SMS des assureurs, qui leur précise le niveau de seuil atteint et le montant de leur indemnité – de 67 à 3 337 euros. Avec ce système, les assurés n'ont pas besoin de remplir une déclaration pour être indemnisés. Les remboursements d'assurance sont automatiquement déposés sur leurs comptes dans les 30 jours suivant l'événement climatique. Ce processus évite aussi aux assureurs les longues et coûteuses visites de vérification des réclamations. Les assurés reçoivent simplement un SMS les prévenant quand la transaction a été effectuée. La simplicité et la rapidité des paiements contribuent aussi à soulager la pression financière exercée par les conséquences des événements climatiques graves sur les agriculteurs et les individus à faibles revenus. Les montants versés par les assureurs sont calculés en pourcentage de la valeur de couverture achetée par l'assuré. Dans tous les cas, plus l'événement climatique est extrême, plus les versements sont élevés.

Économie

CHAÎNES DE VALEUR

Les petits pêcheurs se font entendre

34

COMMERCE

Les exportations de condiments à la hausse

36

BUSINESS

Avec les produits de niche à base de poisson, fini le gaspillage

38

FINANCE

Soutenir l'agribusiness pour favoriser le développement durable

39

OCÉAN INDIEN

Les petits pêcheurs se font entendre

Les acteurs du secteur de la pêche dans l'océan Indien collaborent pour promouvoir une gestion durable des ressources marines et améliorer les conditions de vie des artisans pêcheurs.

Mamy Andriatiana

"Les petits pêcheurs de l'océan Indien retrouvent lentement mais sûrement leur place au soleil", affirme Dorothée Ravomanana, représentante régionale de Smartfish, un programme de la Commission de l'océan Indien (COI) financé par l'Union européenne, visant à développer la pêche en Afrique. Une déclaration rassurante à propos d'acteurs longtemps marginalisés. La pêche est pourtant l'une des ressources renouvelables les plus importantes dont disposent les pays de l'océan Indien. Le secteur constitue aussi un important apport de protéines animales pour les populations de la région.

D'après la FAO, en 2010, la production cumulée de la pêche pour les pays membres de la COI atteignait 280 000 tonnes. De plus, le secteur génère plus de 130 000 emplois directs dans l'océan Indien et contribue à la subsistance de millions de personnes. En 2016, d'après les données nationales de Smartfish, il représentait 6,7 % du PIB à Madagascar, 10 % aux Comores, plus de 9 % aux Seychelles et 1 % à Maurice.

Un secteur dominé par des petits pêcheurs en difficulté

Les petits pêcheurs assurent une importante partie de la production halieutique de l'océan Indien. À Madagascar, 60 % de la valeur ajoutée du secteur (pêche, transport, transformation...) provient de la petite pêche, qui comprend

© HERVÉ RAHERIMIAMINA/TAZARA

Le secteur de la pêche génère directement plus de 130 000 emplois dans l'océan Indien et contribue de manière significative au PIB des îles de la région.

les pêcheurs traditionnels et les pêcheurs artisanaux utilisant des embarcations non ou faiblement motorisées (moins de 50 ch). “La petite pêche est un filet social qui a une importance vitale pour les couches défavorisées aux Comores”, indique Coralie Gevers, représentante de la Banque mondiale aux Comores.

Les petits pêcheurs connaissent en effet des conditions de vie et de travail précaires. Ils produisent beaucoup avec peu de moyens. Par exemple, parmi les 85 000 pêcheurs malgaches, seule une dizaine d’entre eux dispose d’une vedette motorisée. La sécurité en mer et les moyens de conservation des produits de la pêche sont quasi inexistants.

Coopérer pour mieux gérer les ressources en thon

Formée en 1993, la Commission des thons de l’océan Indien (CTOI) encourage ses 32 membres, dont une majorité d’États, à coopérer pour une utilisation optimale des stocks de thons dans la partie Sud-Ouest de l’océan Indien. Environ 740 000 tonnes de thon océanique, d'une valeur de 2 à 3 milliards d'euros, sont exploitées tous les ans dans cette zone.

Sur les 16 motions présentées lors de la 21e session de la CTOI, en Indonésie en mai 2016, huit “mesures de conservation et de gestion” ont été approuvées, y compris deux soumises par les Seychelles. “Nous avons demandé d’interdire le rejet des produits de la pêche dans l’océan, suggérant que ces poissons soient apportés sur la côte et utilisés pour l’export ou la transformation”, a expliqué le ministre de l’Agriculture et de la Pêche des Seychelles, Michael Benstrong. La CTOI a approuvé la réduction des permis de pêche du thon jaune de 15 % pour lutter contre la surpêche. Parmi les mesures présentées : un accord pour établir une liste des bateaux supposés avoir effectué des pêches illégales, non signalées ou non régulées, et la suppression de l’usage de filets dérivants.

Une “légitimité” désormais reconnue

Enfin, les petits pêcheurs n’ont pas accès au financement, pour renouveler leur matériel. “Les bailleurs de fonds éprouvent des difficultés à prendre des décisions convenables, car la voix des petits pêcheurs n’est pas suffisamment représentée”, regrette Andriamanana Hajaniaina, chef du service de la statistique au ministère de la Pêche.

Conscients de leur rôle prépondérant dans l’économie et de la nécessité de se rassembler, les petits pêcheurs de l’océan Indien ont créé, en octobre 2015, la Fédération des pêcheurs artisans de l’océan Indien (FPAOI) avec l’appui du programme Smartfish de la COI. À travers la FPAOI, les pêcheurs ont été formés au séchage et fumage du poisson, à la gouvernance des zones de pêche. Ils ont aussi pu partager leur expérience avec des artisans d’autres régions de l’océan Indien.

En 2016, la Fédération a intégré, en tant qu’observateur, la CTOI (Commission thonière de l’océan Indien), une organisation intergouvernementale en charge du suivi et de la gestion des activités thonières dans le Sud-Ouest de l’océan Indien. “Cela justifie sa légitimité et, du coup, leur voix est entendue par les partenaires”, fait valoir l’ancien secrétaire général de la FPAOI, Lala Ranaivomanana.

Sur le terrain, le groupement des armateurs TAZARA, membre malgache de la FPAOI, adhère à l’esprit collaboratif de la Fédération en travaillant de près avec les pêcheurs traditionnels locaux. En effet, afin de préserver la qualité des prises, TAZARA partage son unité de chambre froide avec les pêcheurs traditionnels, ces derniers ne disposant d’aucune infrastructure de conservation.

Une intégration au niveau national

Aux Seychelles, des pêcheurs artisans ont obtenu que les différents acteurs de la chaîne de valeur collaborent afin de promouvoir une pêche durable. Cette coopération avec l’Autorité des pêches des Seychelles, le bureau des normes, les hôtels et les consommateurs a débouché sur le lancement du programme “Label Seychelles”. Grâce à ce label, les consommateurs ont davantage confiance en la qualité des produits et les pêcheurs obtiennent de meilleurs prix de vente.

“Ce label permet d’augmenter la valeur ajoutée de la filière. La technique de pêche est sélective et vise des espèces spécifiques”, explique Beatty Hoarau, ancien président de l’Association des pêcheurs et armateurs des Seychelles (FBOA). Tous les acteurs sont soumis à un code de conduite respectant la qualité et la fraîcheur, la traçabilité, la durabilité des ressources et le respect de l’environnement.

À Madagascar, les petits pêcheurs deviennent des acteurs majeurs du secteur depuis que le code de la pêche leur a donné, en février 2016, plein pouvoir pour la gestion des ressources halieutiques, laquelle n’est plus l’apanage de l’État. Par ailleurs, le code de la pêche ainsi amendé et le plan d’aménagement de la pêche encouragent l'implication des organismes non gouvernementaux. Le mode d'exploitation des aires marines et les disciplines y afférentes sont confiés aux VOI *(Vondrona Iona Ifotony)*, des communautés locales de pêcheurs qui se sont associées en groupement formel pour prendre en main la gestion des ressources halieutiques. Résultat, le stock de poissons est bien géré, l'environnement protégé, la production augmentée. De leur côté, des ONG forment les pêcheurs et les aident à accéder à des financements pour le renouvellement de leur matériel, tandis que l'État est en charge du suivi et du contrôle des activités.

À Maurice, il fut un temps où les relations entre pêcheurs et autorités n’étaient pas au beau fixe : en 2012, une coalition constituée autour du syndicat de pêcheurs à la palangrotte et de l’association Rezistans ek Alternativ avait protesté contre un accord bilatéral entre le gouvernement et l’UE, autorisant 86 navires thoniers senneurs à draguer les eaux territoriales mauriciennes.

Reste que la majeure partie des petits pêcheurs est encore peu armée pour se défendre : à Madagascar, plus de 75 % d’entre eux ont à peine un niveau scolaire primaire. Le directeur général de la pêche de Madagascar, Roginah Rafidison, nuance : “Outre la volonté politique, le problème est plus d’ordre économique que technique. Mais une fois la petite pêcherie consolidée, il conviendra de renforcer les collecteurs exportateurs professionnels en vue de booster la filière.” ■

CARAÏBES

Les exportations de condiments à la hausse

Depuis les pickles jusqu'aux sauces épicées, les industries agroalimentaires régionales de condiments investissent dans la certification et la normalisation pour pénétrer durablement les marchés internationaux de produits ethniques et gastronomiques en plein développement.

Natalie Dookie

La valeur du marché mondial des condiments devrait atteindre 20,29 milliards d'euros d'ici 2020. Urbanisation, augmentation des revenus disponibles et intérêt croissant pour la cuisine du monde stimulent la demande de sauces exotiques en Amérique du Nord et en Europe. Sur ce marché en croissance, les ventes de sauces et de condiments des pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) représentent moins de 44 millions d'euros par an. Profiter du potentiel de croissance et d'exportation des marques et nouveaux produits de condiments caribéens est donc une opportunité bien réelle.

Aux Caraïbes, les principales cultures d'épices et de condiments sont le piment fort, la noix de muscade, le macis, le piment, le gingembre et la cannelle. La majorité des exportations provient du Belize, de la Grenade, du Guyana, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et de Trinité-et-Tobago. Dans les années 1970, la compagnie jamaïcaine Busha Browne a été la première entreprise agroalimentaire régionale à exporter le Jerk – un mélange d'épices originaire de la Jamaïque – aux États-Unis. Aujourd'hui, l'entreprise exporte vers l'Angleterre, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. En étant le premier pays anglophone des Caraïbes à homologuer le Jerk au système international des indications géographiques, la Jamaïque a réellement aidé les exportateurs d'épices.

Winston Stona, le "Roi jamaïcain du condiment" et cofondateur de Busha Browne, a joué un rôle prépondérant dans le développement et l'organisation de l'industrie alimentaire de spécialités. "Le marché de l'alimentation ethnique marche très fort aux États-Unis et les compagnies sont tenues par la loi d'acheter au moins 10 à 15 % de produits issus d'entreprises appartenant à

© BARON FOODS LTD.

Baron Foods transforme plus de 150 produits, y compris des épices, des sauces gourmet, des vinaigrettes et des assaisonnements.

© FOODFOLIO/ALAMY STOCK PHOTO

Les agro-processeurs caribéens de condiments travaillent dur pour profiter du marché international des exportations de produits gourmets et ethniques.

des minorités", dit-il. "Cela positionne les Caraïbes aux portes d'un fabuleux marché et, avec l'importante diaspora vivant à Atlanta, à Chicago, en Floride, en Géorgie, à New York et en Caroline du Sud, nous pouvons vendre 'aux nôtres'. Nous pouvons aussi toucher une nouvelle clientèle grâce au tourisme, l'alimentation et la dégustation faisant partie intégrante du voyage."

"Parce que l'étiquetage et les autres exigences de l'exportation sont coûteux, les nouveaux exportateurs doivent être patients et d'abord bien s'établir dans leur marché intérieur", poursuit Winston Stona. "Les industriels de l'agroalimentaire doivent aussi investir dans l'enregistrement de leurs marques avant d'aborder l'exportation, ainsi que dans le développement du marketing et des supports promotionnels, et assurer des visites régulières pour établir de solides relations dans les marchés d'exportation. Les nouveaux exportateurs peuvent aussi tester le marché en fournissant d'abord les entreprises de services alimentaires, ce qui réduit les coûts d'emballage", indique-t-il. Une collaboration plus étroite entre les exportateurs régionaux de condiments permettrait aussi de résoudre, à ses yeux, certains de leurs problèmes actuels. "L'accès à un approvisionnement fiable et économique de bouteilles freine la production. En travaillant ensemble, les fabricants pourront faire des économies d'échelle."

Baron Foods Ltd de Sainte-Lucie, une autre marque des Caraïbes qui a réussi à s'internationaliser, exporte plus de 50 % de sa production dans plus de 25 pays d'Amérique du Nord, d'Asie de l'Est, d'Europe, des Caraïbes et de l'océan Indien. C'est aussi la première entreprise agroalimentaire régionale à percer le marché cubain. "La régularité de la qualité, de l'emballage et de la livraison, ainsi que le bouche-à-oreille, me permettent de surmonter mon principal problème qui est un budget limité pour le marketing et la publicité", estime Ronald Ramjattan, directeur général de Baron Foods.

44 millions €

de ventes internationales de condiments sont générés par les Caraïbes chaque année

50 %

de la production de Baron Foods sont exportés de Sainte-Lucie vers plus de 25 pays différents

L'entreprise a satisfait aux principaux critères de certification et normes exigés pour l'exportation et opère dans le respect des normes internationales de sécurité alimentaire FSSC 22000:2010. Ses produits sont aussi conformes aux règles de la Food and Drug Administration américaine et aux normes européennes d'étiquetage. L'entreprise, qui dispose de trois laboratoires, investit beaucoup pour garantir une qualité et une saveur constantes. "Les exportateurs régionaux de condiments doivent produire une qualité constante et investir en permanence dans l'information sur les marchés pour satisfaire les demandes de leurs marchés d'exportation", précise Ronald Ramjattan.

"L'exportation au sein de la CARICOM peut être difficile – du fait d'obstacles non tarifaires tels que l'exigence de documents commerciaux supplémentaires, de nouveaux droits et taxes, la lenteur des réactions gouvernementales et même la circulation des travailleurs – mais l'exportation est un parcours de survie permanent et les entreprises caribéennes doivent innover et créer des produits de niche pour cibler leurs marchés", conclut Ronald Ramjattan. ■

Busha Browne et Baron Foods ont contribué à promouvoir les échanges régionaux et le développement de l'agroalimentaire dans les Caraïbes en participant aux Forums sur l'agroalimentaire dans les Caraïbes organisés par le CTA et en s'engageant dans l'Association agroalimentaire des Caraïbes et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture : https://tinyurl.com/ybqqk8qa

© KATI FARMS

Kati Farms transforme du poisson d'élevage en une série de produits à valeur ajoutée, dont des saucisses de poisson.

VALORISATION

Avec les produits de niche à base de poisson, fini le gaspillage

Kati Farms, une entreprise ougandaise, transforme et commercialise des produits de niche à valeur ajoutée à base de poisson d'élevage fourni par plus de 1 000 pisciculteurs.

James Karuga

700 euros. C'est avec cette mise de départ que Lovin Kobusingye a créé, en 2011, Kati Farms, dans la banlieue de Kampala, en Ouganda. Son objectif : réduire le gaspillage en transformant le poisson d'élevage en des produits à valeur ajoutée. Six ans plus tard, la valeur de l'entreprise est estimée à 350 000 €.

Le produit phare de Kati Farms est la saucisse de poisson. Son catalogue propose aussi de la poudre de poisson, des filets, des longes, de l'huile, des samossas, du poisson séché et du poisson salé séché au soleil, ainsi que de la farine de poisson pour animaux. "Tout le poisson est utilisé dans la production", explique Mme Kobusingye. "Rien ne se perd, pas même les nageoires."

Le premier lot de poissons transformés par Kati Farms a été fourni à crédit par des pisciculteurs. La production initiale était de 100 kg de saucisses par jour. Actuellement, plus de 1 000 pisciculteurs de tout l'Ouganda fournissent à l'entreprise 15 000 kg de poisson par mois, du tilapia et du poisson-chat. Kati Farms vend ensuite 7 à 10 tonnes de produits à valeur ajoutée à base de poisson à environ 60 à 80 clients, dont des supermarchés, des restaurants et des vendeurs de rue.

15 000 kg

sont fournis à Kati Farms par 1 000 pisciculteurs chaque mois

84-120 t

de produits à valeur ajoutée à base de poisson sont vendues par Kati Farms chaque année

En mars 2016, Kati Farms a ouvert son premier point de vente à Kampala. Les clients y achètent des produits prétransformés ou y dégustent différents en-cas à base de poisson. Depuis 2015, les produits de Kati Farms sont également exportés au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC), au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie. Pour éviter que le transport ne gâche le poisson cru, Kati Farms propose du poisson salé séché au soleil, qui peut se conserver un an sans réfrigération. "Il faut continuer à innover pour rester dans la course et à faire de la recherche pour maintenir la qualité des produits", affirme Mme Kobusingye.

Pour soutenir les pisciculteurs qui lui fournissent du poisson, Kati Farms organise des formations sur les routines alimentaires, les rations alimentaires quotidiennes, la formulation des aliments pour une meilleure productivité et le stockage correct du poisson dans la glace pour assurer sa conservation jusqu'à la livraison. Kati Farms loue aussi à petit prix des équipements onéreux, que certains pisciculteurs ne peuvent pas se permettre d'acheter ou qu'ils utilisent seulement occasionnellement, comme des filets de pêche, des bouteilles d'oxygène et des réservoirs d'eau pour livrer des poissons vivants au centre de vente.

Kati Farms emploie 38 personnes, dont 28 femmes, mais 500 autres bénéficient indirectement d'un emploi, comme les livreurs et les vendeurs de rue. Pour élargir sa distribution, Kati Farms prévoit d'ouvrir davantage de points de vente en Afrique de l'Est pour un accès direct aux consommateurs. Une première filiale ouvrira ses portes en septembre 2017 à Nairobi, au Kenya. Avec une demande pour de tels produits en hausse dans la région, Kati Farms envisage de collaborer avec 2 000 pisciculteurs.

Selon Mme Kobusingye, le meilleur moyen d'avoir une entreprise florissante en Afrique est de travailler avec les ressources disponibles localement. "J'ai exploité de manière innovante ce qui existait déjà afin de trouver des solutions pour les Ougandais, avec au départ des produits ougandais." ■

FONDS D'APPUI

Financer l'agribusiness pour favoriser le développement durable

En Afrique, les fonds d'appui aux entreprises offrent des subventions aux entreprises agroalimentaires innovantes ayant un impact positif sur la pauvreté en milieu rural.

Sophie Reeve

En Afrique, des mécanismes de financement innovants, tels que les fonds d'appui aux entreprises, acheminent des fonds publics vers des entreprises privées axées sur le développement durable. À travers un processus transparent et compétitif – un "défi" de développement prédéfini, avec des critères d'éligibilité stricts, ouvert à tous les candidats – les fonds d'appui garantissent que seules les entreprises commercialement viables, offrant les meilleures solutions aux problèmes de développement, reçoivent des financements. Les candidats sélectionnés bénéficient de services complémentaires, comme un soutien à l'atténuation des risques du marché pour les aider à attirer des investissements.

L'éligibilité varie d'un fonds à l'autre. Certains, comme l'Africa Enterprise Challenge Fund (AECF) et le Malawi Innovation Challenge Fund (MICF), ne sont ouverts qu'aux entreprises privées et exigent des bénéficiaires qu'ils couvrent au moins la moitié des coûts du projet. Les compétitions de l'AECF ciblent des secteurs économiques comme l'agribusiness, les énergies renouvelables et les services financiers ruraux. Les prêts octroyés varient entre 210 000 euros et 1,3 million d'euros. "Nous recherchons autant des petites que des grandes entreprises, mais toutes doivent réunir deux éléments : une idée innovante qui aura un impact sur la pauvreté en milieu rural, et une viabilité commerciale", explique le Dr Paul Greener, PDG de l'AECF. Depuis son lancement en 2008, 41 projets ont reçu des financements de l'AECF ; 8 000 emplois salariés ont été créés pour un salaire net cumulé de 85 millions d'euros.

© CHARLES MKOKA

La margarine à longue durée de conservation Sunspread, qui n'a pas besoin d'être placée au froid, est produite au Malawi par Sunseed Oil Limited – un bénéficiaire du Malawi Innovation Challenge Fund.

En mars 2017, le Malawi a vu l'ouverture de sa première usine de transformation de margarine et graisse de cuisson à Kanengo (Lilongwe), qui produira une margarine à longue durée de conservation – Sunspread – ne devant pas être stockée au frigo. Les propriétaires de l'usine – Sunseed Oil Limited – ont bénéficié d'une subvention du MICF. Le projet devrait permettre de valoriser la production de tournesol (14 000 tonnes de graines seront nécessaires chaque année), élargissant ainsi l'accès au marché pour plus de 10 000 petits exploitants ruraux.

AACE Food Processing and Distribution Ltd (AACE Foods) est une entreprise privée à but lucratif qui a obtenu un financement de 408 000 euros de l'AECF en janvier 2013. Fondée en 2009, l'entreprise sociale s'approvisionne en céréales, aromates et légumes auprès de petits exploitants nigérians en vue de produire des épices, produits à tartiner et sauces. Avec le financement de l'AECF, AACE Foods a pu couvrir une partie des coûts liés au développement de la start-up et du groupe d'agriculteurs, à la formation et à l'innovation de nouveaux produits. "Il n'a pas été aisé de développer une chaîne d'approvisionnement locale et de changer les mentalités en ce qui concerne les produits fabriqués localement. Nous sommes néanmoins parvenus à surmonter nombre de ces défis grâce au soutien de partenaires de développement comme l'AECF", explique Juliet Fejiro, d'AACE Foods. ■

Pour plus d'informations sur l'AECF : https://tinyurl.com/yaeplnp9

INTERVIEW

Quand le vivrier devient culture commerciale

Jean-Louis Chaléard, professeur émérite à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, a codirigé *Villes et campagnes en relations*. L'ouvrage s'intéresse, entre autres, au nouveau marché pour l'agriculture constitué par l'expansion des villes secondaires en Afrique.

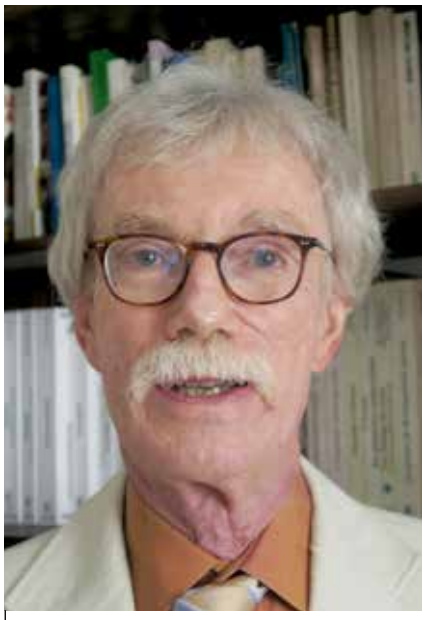
Bénédicte Châtel

Comment percevez-vous la relation entre la ville et la campagne en Afrique, notamment les petites villes ?

Le poids des métropoles dans tous les pays africains est considérable, mais, depuis quelques décennies, on assiste à l'essor d'une urbanisation par le bas, avec la multiplication du nombre de petites villes. Celles-ci sont souvent très proches des campagnes : les populations rurales peuvent s'y rendre assez facilement et faire un aller-retour dans la journée, ce qui facilite la commercialisation des produits agricoles, permet d'acheter des biens issus de la mondialisation ou de recharger son téléphone portable. Les mentalités sont peu à peu profondément transformées.

Cela influe-t-il sur ce que les agriculteurs cultivent ?

Depuis plus d'une trentaine d'années déjà, en Côte d'Ivoire, le "vivrier marchand", c'est-à-dire les cultures vivrières destinées au marché urbain, se développe. Pendant très longtemps, les agriculteurs en Afrique vivaient d'une part de cultures vivrières d'autosubsistance, d'autre part de cultures d'exportation qui leur rapportaient de l'argent. Avec l'urbanisation, autant des petites et des grandes villes, laquelle a créé des marchés, les cultures vivrières sont devenues des cultures commerciales.



© JEAN-LOUIS CHALÉARD

Jean-Louis Chaléard, professeur émérite à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, s'intéresse au milieu rural, en Afrique de l'Ouest et en Amérique andine, dans les contextes actuels de métropolisation et de mondialisation.

C'est-à-dire ?

Par exemple, autour d'Abidjan, vous avez eu une extension de la culture du manioc pour le transformer et faire de l'attiéké, un aliment de base à Abidjan. Le manioc plus rémunérateur a, en partie, remplacé le café et le cacao.

Dans le Nord-Est de la Côte d'Ivoire, pour des raisons historiques, il n'y a pas eu de développement de cultures d'exportation. Mais avec l'expansion des marchés urbains et l'amélioration du réseau routier, la culture d'une variété d'igname précoce, très prisée sur le marché abidjanais, s'est développée, fournissant des revenus aux agriculteurs.

D'ores et déjà, parvient-on à mesurer un impact positif sur la vie des agriculteurs ?

En Afrique, il y a très peu de grandes enquêtes budget-consommation qui permettent de répondre à la question. Mais on a des indicateurs.

Lors de la grave crise du cacao dans les années 1987 à 1990, les revenus des producteurs ont chuté et les agriculteurs, notamment les femmes, ont été sauvés par la vente de produits vivriers. Plus récemment, lors de la grande crise alimentaire en 2007-2008, vous avez eu des mouvements contre la vie chère à Abidjan. Mais dans certaines petites villes du Sud, la crise a été résolue par la consommation de produits locaux, comme la banane plantain développée par les agriculteurs proches des villes.

Au Sénégal où il ne pleut pas assez pour la banane, des agriculteurs dans l'Est et le Sud, deux régions plutôt marginales, ont développé la culture irriguée de la banane dessert et en retirent des revenus, bouleversant de ce fait les systèmes de culture.

Villes et campagnes en relations

Une “urbanisation par le bas”

L'ouvrage *Villes et campagnes en relations*, codirigé par Martine Berger et Jean-Louis Chaléard, l'une spécialiste des pays du Nord, l'autre du Sud, tous deux enseignants chercheurs à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et membres de l'UMR Prodig, est le fruit d'un colloque qui s'est tenu à Paris en juin 2015.

Cet ouvrage témoigne de l'évolution des rapports entre villes et campagnes et aussi de l'évolution de leur analyse et leur perception. Les bailleurs de fonds, il y a une trentaine d'années, abordaient séparément le développement des villes et des campagnes. Aujourd'hui, ils s'appuient sur le concept de développement territorial. Le regard des chercheurs, notamment des géographes, a également évolué.

Et pour cause : les nouvelles configurations sont multiples. Ainsi, en Afrique, on ne constate guère de relation entre taux d'urbanisation et dépendance alimentaire car les migrants en ville modifient leurs habitudes alimentaires, souvent à partir de produits locaux, opérant des “recompositions culinaires”. De même, la croissance urbaine permet de développer le “vivrier marchand” en périphérie urbaine alors que, plus loin, on associe les cultures d'exportation aux cultures vivrières, avec une nouvelle répartition des activités entre l'homme et la femme. L'agriculteur africain s'adapte bien aux nouvelles demandes du citadin en fruits, légumes frais, viande, produits bio, car on assiste souvent à une “urbanisation par le bas, avec la transformation progressive des villages en petites villes”.

Villes et campagnes en relations.
Regards croisés Nords-Suds
M. Berger et J.-L. Chaléard (dir.)
Éditions Karthala, 2017, 299 p.
ISBN : 978-28-1111-869-3
29 €
www.karthala.com

Comment la périurbanisation est-elle vécue par le monde agricole rural ?

Autour de Dakar et d'Abidjan, mais aussi de Nairobi, c'est plutôt bien vécu, contrairement à ce qu'on pourrait penser. Les agriculteurs sont assez contents de voir arriver la ville qui leur apporte l'eau, l'électricité, des routes... Un certain confort. Dans la famille, certains pourront avoir des emplois urbains permettant de diversifier les ressources des ménages.

Des agriculteurs développent aussi des cultures intensives en périphérie des villes pour profiter des marchés urbains et rentabiliser l’hectare devenu cher. Il s'agit de cultures maraîchères, d'élevages de porc, de volaille, entre autres. Mais le périurbain grignote la terre...

Effectivement, en périphérie des villes, les agriculteurs sont plus ou moins exclus de la production agricole par la transformation de leurs champs en terre à bâtir. Mais dans certains cas, des autochtones se transforment en véritables promoteurs immobiliers. Ils vendent la terre car, s'ils ne la vendent pas, ils risquent de la perdre face à l’avancée de la ville et, en plus, cela leur rapporte de l'argent. Souvent, ce sont des chefs de terre coutumiers ou des chefs de lignage qui contrôlent le foncier et en tirent bénéfice. Le problème est que tous les villageois n’en profitent pas également. ■

Ruralité

La décentralisation à la hauteur des enjeux ?

En Afrique, face à l'importance que revêt aujourd'hui l'essor des villes secondaires pour le monde agricole rural ou périurbain, il convient de s'intéresser aux processus de décentralisation *per se*. Dans son ouvrage, Brice Arsène Mankou dénonce des incohérences. Au Gabon, pour réaliser un projet d’intérêt commun comme un marché, un maire doit en faire la demande au ministre de l’Habitat comme le ferait un simple particulier. Au Cameroun, on note l'inertie des autorités locales face au développement de “constructions irrégulières” de poulaillers ou de porcheries en ville.

Migrations, décentralisation
et coopération décentralisée
B. A. Mankou
Éditions L'Harmattan, 2017, 150 p.
ISBN : 978-23-4312-428-5
17.50 €
www.editions-harmattan.fr

Périurbain

Enquête au Gabon sur le maraîchage

Une enquête dans trois périmètres maraîchers périurbains à Libreville et Owendo, au Gabon, portant sur les superficies exploitées, les produits cultivés, les ravageurs et les produits phytopharmaceutiques utilisés, permet aux auteurs de se montrer optimistes quant à la perspective d'une augmentation de la production légumière périurbaine et donc d'une autonomie alimentaire accrue des villes gabonaises. À condition de développer un système de microcrédits afin de pouvoir investir dans leur activité.

Le maraîchage périurbain à Libreville
et Owendo (Gabon) : pratiques culturales
et durabilité
S. M. B. Loudit, A. N. Ndong et F. Francis
Cahiers Agricultures, 2017, 10 p.
PDF à télécharger depuis :
https://tinyurl.com/y9m6uhed

L'ÉLECTRIFICATION RURALE

Dans les campagnes, la lumière attire les jeunes

Avec un meilleur accès à l'électricité, le monde rural devient plus attrayant, surtout pour les jeunes, les productions agricoles se modernisent et les revenus augmentent.

Bénédicte Châtel

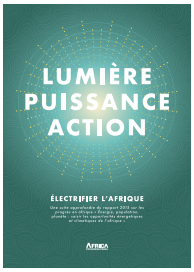
Si 145 millions d'Africains ont eu accès à l'électricité depuis 2000, 620 millions en sont toujours privés, soit environ les deux tiers de la population du continent. "D'après les agriculteurs et les propriétaires de petites entreprises, le manque d'accès à l'électricité constitue l'un des principaux obstacles à leur activité", souligne l'Africa Progress Panel dans son ouvrage *Lumière, puissance, action : électrifier l'Afrique.*

La mise en place d'un réseau étant longue et coûteuse, les solutions de fourniture de l'électricité aux zones rurales les plus reculées sont à chercher dans les réseaux intelligents, les mini-réseaux et les réseaux hybrides. Les systèmes photovoltaïques sont les plus répandus mais les kits d'éclairage pico-solaires ont aussi un beau succès, permettant d'alimenter des lanternes ou des petits systèmes à usage domestique (10 W), dont des téléphones portables ! Entre 2011 et 2015, les ventes des systèmes pico-solaires sont passées de 500 000 à 11,3 millions d'unités, mais essentiellement dans trois pays : le Kenya, la Tanzanie, l'Éthiopie.

Les appareils éco-énergétiques hors réseau permettent aux exploitants agricoles d'améliorer leur productivité en ayant recours à des couveuses artificielles, des trayeuses, des clôtures électriques, des pompes à eau pour le bétail et l'irrigation. Ceci permet d'allonger les saisons de végétation, de réduire les risques, d'accroître la production agricole.

Dans *L'électrification rurale de l'Afrique sub saharienne*, Bernard Duhamel explique comment, en 2009, des panneaux solaires ont fait leur apparition près de Nselo, dans le district de Lukaya au sud-ouest de Kinshasa, la capitale de la RDC, révolutionnant la vie des paysans. Des kits solaires ont été achetés et, en moins d'un an, 52 villages se sont équipés. De petits moulins ont été installés, facilitant le travail du manioc et du maïs ; des cuisinières électriques ont remplacé le bois de chauffe. Grâce à l'accès à l'électricité, "les jeunes souvent attirés par la ville ont à présent de quoi se divertir", note l'auteur.

Comment développer ces énergies renouvelables ? "Si la microfinance peut venir en appui au déploiement de kits solaires individuels, les solutions solaires à plus large échelle sont freinées par l'importance du financement initial des installations, bien que les coûts d'exploitation soient par la suite réduits", estiment Jean-Michel Huet et Aurélien Boiteau, de BearingPoint, dans le numéro hors-série de Proparco. ■



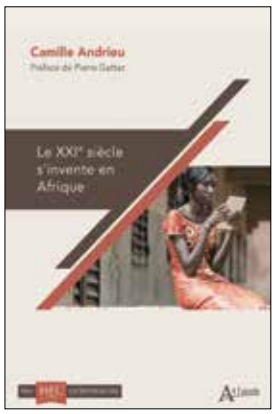
Lumière, puissance, action : électrifier l'Afrique
Africa Progress Panel, 2017, 126 p.
PDF à télécharger depuis :
https://tinyurl.com/y74w2t8t

L'électrification rurale de l'Afrique sub saharienne
B. Duhamel
École nationale supérieure de l'énergie, l'eau et l'environnement, 2017, 17 p.
PDF à télécharger depuis :
https://tinyurl.com/ydf4wwsj

L'électrification rurale en Afrique : une opportunité de développement économique ?
J.-M. Huet et A. Boiteau
***Dans* Les producteurs privés d'électricité, une solution pour l'Afrique ?**
Proparco, 2017, 28 p.
PDF à télécharger depuis :
https://tinyurl.com/y7axw8qs

Afrique

Le système D au service des start-up



Le mouvement des "makers" – une philosophie qui repose sur "la nature créative de l'homme qui a besoin de concevoir, de créer et de fabriquer pour s'accomplir" – se développe rapidement en Afrique, révolutionnant l'économie du continent, constate Camille Andrieu dans son ouvrage *Le XXIe siècle s'invente en Afrique*, tiré de sa thèse supervisée par Jacques Attali. Partisans de la méthodologie *Do it yourself,* ces adeptes utilisent leur propre imagination et les "ressources rudimentaires" disponibles pour trouver des "solutions ingénieuses aux problèmes concrets du continent en mettant à profit l'usage de nouvelles technologies". L'auteur souligne que "seules 24 % des personnes interrogées en Afrique subsaharienne disent que la peur de l'échec les empêche de se lancer dans leur entreprise, ce qui constitue le taux le plus faible au monde".

Ce dynamisme novateur profite aussi à l'agriculture. Ainsi, la start-up M-Farm, au Kenya, vise à "démocratiser l'accès à l'information des principaux marchés agricoles kényans" grâce aux SMS. Outre l'information aux planteurs et l'incitation à ce qu'ils transmettent entre eux cette information, M-Farm a lancé une place de marché virtuelle pour vendre et acheter des produits agricoles, en direct du producteur.

Deuxième exemple : Tech-Innov au Niger. La start-up fondée par Abdou Maman promeut l'utilisation de la télé-irrigation auprès des petits exploitants, grâce à leur téléphone portable. Une application qui permet aussi de collecter des données météorologiques en temps réel.

Au-delà de l'agriculture *stricto sensu*, l'auteur fait référence à ces incubateurs qui surgissent un peu partout en Afrique. Au Burkina Faso, par exemple, La Fabrique accompagne des start-up dont une qui lutte contre la malnutrition en utilisant des chenilles de karité ou une autre qui combat le paludisme avec un savon naturel anti-moustique. "Ces start-up rappellent le rôle ancestral de l'entrepreneuriat traditionnel en Afrique."

L'auteur termine en notant le rôle de la "French Tech" en Afrique subsaharienne avec l'évocation de "jeunes start-up françaises" qui "montrent l'exemple en se co-localisant en Afrique". Malheureusement, peu de cas cités portent sur des domaines agricoles.

Ce petit ouvrage dynamique, qui apporte de la fraîcheur et de l'optimisme, a été couronné du prix HEC Entrepreneurs. ■

Le XXIe siècle s'invente en Afrique.
C. Andrieu
Éditions Atlande, 2017, 147 p.
ISBN : 978-23-5030-442-7
19 €
www.atlande.eu

Conflits

Les régimes fonciers et l'autorité politique réelle

Parvenir à distinguer les spécificités des régimes fonciers permet de mieux comprendre la structure du pouvoir politique, tant au niveau local que national, et ainsi de mieux cerner les politiques foncières mises en œuvre.

Catherine Boone, professeure de politique comparée à la London School of Economics and Political Science, s'appuie sur cinq scénarios de conflits fonciers entre petits exploitants en Afrique qui se distinguent par une forte immigration, une forte concurrence pour la terre, l'exercice d'arbitrages fonciers par les chefs coutumiers ou par l'État, l'exercice au sein des familles du contrôle sur la terre ("au sein des familles et des lignages, il n'existe pas d'arène publique pour protester contre un préjudice ou exprimer une plainte"), l'allocation de droits fonciers dans les zones périurbaines ou irrigables, ou encore le rôle de l'État comme distributeur de terres.

Au plan local, la façon de définir la propriété, l'autorité politique et la citoyenneté est souvent non libérale, d'où les contestations fréquentes lorsqu'il y a "marchandisation des droits fonciers". Ceci dit, "nombre de ces conflits ont un caractère redistributif car l'accroissement de la concurrence pour la terre – associé à la rareté croissante, à l'augmentation de la valeur commerciale de la terre et/ou à une marchandisation accrue des transactions – conduit souvent les détenteurs de droits à rechercher des droits fonciers plus exclusifs". ■

Régimes fonciers et structure politique :
modéliser les conflits liés à la terre
C. Boone
Pôle foncier, 2017, 26 p.
ISBN : 979-10-92582-16-1
PDF à télécharger depuis : https://tinyurl.com/ybvbztcv

La REDD+ est-elle efficace pour lutter contre la pauvreté ?

ALAIN KARSENTY

Économie virtuelle : peu de bénéfices pour les plus pauvres

Alain Karsenty
Socio-économiste et chercheur au CIRAD

REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays en développement) est un mécanisme international qui vise à rémunérer des pays, des programmes ou projets pour la baisse des émissions de CO_2 liées à la déforestation. Les rémunérations peuvent consister en l'achat, par des pays tiers ou des entreprises, de "crédits carbone", qui serviront aux acheteurs à remplir leurs objectifs de réduction d'émissions. Les rémunérations peuvent également provenir du Fonds vert pour le climat, pour des "paiements au résultat". REDD+ est un mécanisme contesté par de nombreux acteurs qui y voient un risque d'accaparement des terres boisées. Leur crainte est que les initiateurs des programmes REDD+ soient tentés de réprimer les droits coutumiers d'accès et d'usage des communautés dont les pratiques (agriculture sur brûlis, fabrication de charbon, exploitation artisanale de bois d'œuvre, etc.) contribuent à la déforestation. D'autres, au contraire, pensent que REDD+ peut être un moyen de lutte contre la pauvreté en rémunérant les populations pour qu'elles conservent les forêts.

Pour trancher ce débat, il faut revenir sur le principe du paiement au résultat, supposé garantir l'efficacité de REDD+. La réduction de la déforestation n'est pas, bien souvent, une baisse absolue, mais une réduction par rapport à une "référence", c'est-à-dire un scénario du type "que se passera-t-il si l'on ne fait rien ?", invérifiable par définition (si le projet est réalisé, le scénario "sans projet" ne peut être observé) et donc aisément manipulable. Si le scénario prévoit un doublement (+ 100 %) de la déforestation sur les prochaines années, et que le résultat est que celle-ci ne s'accroît "que" de 60 %, alors le programme pourra se targuer d'avoir évité 40 % de déforestation. Par ailleurs, tant les projets REDD+ portés par des ONG que les programmes juridictionnels REDD+ (territoires plus vastes) soutenus par la Banque mondiale sont soumis à des obligations de respect des droits des communautés et des populations autochtones. Pour les projets REDD+, ce sont des certifications privées, et pour les autres ce sont les règles de la Banque mondiale.

Ces projets utilisent au maximum la principale faille conceptuelle de REDD+ ("prévoir le pire pour pouvoir ensuite prétendre l'avoir évité") et jouent sur l'amplitude des scénarios de déforestation, lesquels permettent souvent un accroissement réel de la déforestation mais néanmoins "inférieur à la prévision", ouvrant droit à des rémunérations. Cette "économie virtuelle" des réductions a aussi l'avantage d'éviter de devoir risquer des confrontations avec les populations locales en quête de terres ou de bois, pouvant entraîner des conflits qui rendraient impossible la certification ou seraient contraires aux règles sociales de grands bailleurs internationaux. De fait, ces projets ressemblent aux très classiques projets intégrés de conservation et de développement qu'ils étaient censés remplacer, et ils ne changent souvent pas grand-chose dans les pratiques quotidiennes des ruraux. Quant à la réduction de la pauvreté, nos études à Madagascar ont montré que, si une partie des communautés bénéficie d'avantages socio-économiques, les populations marginalisées, celles qui sont pourtant les plus dépendantes des ressources naturelles, ont moins de capacité d'accéder à ces avantages.

Enfin, REDD+ étant un instrument d'une complexité qui fait d'abord le bonheur des consultants, les coûts de l'expertise absorbent une bonne partie des rémunérations, et il est fréquent qu'il ne reste plus grand-chose pour les populations. À cet égard, ce n'est certainement pas l'instrument idéal pour transformer les pratiques agraires et réduire la pauvreté. ■

Seyller C., Desbureaux S., Ongolo S., Karsenty A., Simonet G., Faure J., Brimont L., 2016. The "virtual economy" of REDD+ projects: does private certification of REDD+ projects ensure their environmental integrity? International Forestry Review 18 (2): 231-244.
Brimont L., Karsenty A., 2015. Between incentives and coercion: the thwarted implementation of PES schemes in Madagascar's dense forests. Ecosystem Services 14: 113-121.

AMY DUCHELLE

REDD+, quels avantages pour les populations pauvres ?

Amy Duchelle
Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)

Nous posons cette question depuis de nombreuses années dans le cadre de l'Étude comparative mondiale sur REDD+ du Centre de recherche forestière internationale (CIFOR). Les mesures de sauvegarde de REDD+ énoncées dans la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques insistent sur les "bénéfices non carbone" – la promotion des droits, la participation et les cobénéfices sociaux. Son succès dépend ainsi de la réduction des émissions de carbone, d'une part, et de l'amélioration des droits et du bien-être des populations dont les forêts assurent l'essentiel des moyens d'existence, d'autre part.

Dans le cadre de l'Étude comparative mondiale sur REDD+, nous évaluons depuis 2010 l'impact des interventions REDD+ sur 22 sites infranationaux REDD+. Nous associons à l'analyse des données sur l'évolution du couvert forestier mondial des enquêtes socio-économiques longitudinales dans 150 communautés et près de 4 000 ménages par le biais d'une approche BACI (comparaison avant-après/témoin-intervention) afin d'évaluer l'impact conjoint de REDD+ sur les forêts et les populations.

À ce jour, l'impact de REDD+ sur les forêts et le bien-être humain reste limité. Un article de *Environmental Research Letters* met en avant une réduction de la perte du couvert forestier au niveau des villages dans près de la moitié des sites REDD+ étudiés et aucun changement par rapport aux zones témoins sur un tiers des sites. Un autre article de *Forests* indique que REDD+ n'a pas encore réellement modifié la perception, au niveau local, du bien-être ou de la suffisance des revenus sur les sites étudiés.

Ceci pourrait s'expliquer par une série de facteurs. Tout d'abord, notre évaluation est à très court terme (2-3 ans pour la période "après"). Ensuite, REDD+ n'a pas été financée comme prévu, limitant l'intensité des interventions sur le terrain. Enfin, l'ensemble des interventions REDD+ est diversifié : les paiements conditionnés par l'utilisation des sols pour services environnementaux ont un moindre impact que les investissements (non conditionnels) dans les moyens d'existence durables, mesure que l'on retrouve aux côtés des mesures facilitatrices et mesures dissuasives.

Nous disposons pourtant d'éléments qui prouvent que les sauvegardes sociales de REDD+ jouent un rôle important dans la gestion du compromis entre les bénéfices carbone et non carbone. De nouvelles conclusions *(Ecology & Society)* montrent que, si les restrictions majeures ont été les plus efficaces pour limiter le déboisement, elles ont eu un impact négatif sur la sécurité d'occupation des terres et la perception du bien-être au plan local. Toutefois, lorsque le paquet de mesures incluait des incitants à l'amélioration des moyens d'existence, l'impact négatif sur le bien-être s'en trouvait atténué, et le potentiel de ces mesures en termes d'atténuation du poids des restrictions en matière d'utilisation des terres en était renforcé. Si les petits exploitants étaient généralement conscients de l'existence d'initiatives REDD+ au niveau local, ils ne participaient que de manière limitée aux décisions portant sur quelles interventions mettre en œuvre et comment.

Donc, REDD+ apporte-t-elle des avantages aux populations pauvres ? Oui, en principe. Toutefois, REDD+ aurait davantage d'impact sur la réduction de la pauvreté lorsque les droits et les moyens d'existence au niveau local figurent au rang de priorités, lorsque les populations locales sont associées à la conception et à la mise en œuvre du programme et lorsque des approches efficaces d'évaluation d'impact sont mises en place pour un suivi approprié de l'impact social de REDD+. ■

Sondage

REDD+ est-elle efficace pour lutter contre la pauvreté ?

41 %

Oui, mais seulement si la conception et la mise en œuvre des programmes donnent la priorité aux droits et aux moyens d'existence au niveau local.

25 %

Non, elle n'est pas parvenue à avoir le moindre impact réel sur la perception du bien-être ou de la suffisance des revenus au niveau local.

17 %

Non, elle encourage la monopolisation des forêts par des initiateurs de programmes et supprime ainsi l'accès et les droits d'usage appartenant traditionnellement aux communautés locales.

17 %

Cela dépend. Certains membres de la communauté en retirent des avantages socio-économiques, alors que de nombreuses populations marginalisées, qui dépendent des ressources natuelles, en profitent moins.

Autres débats

Visitez les pages Opinion du site de *Spore* :

https://tinyurl.com/n23oejq

Chaque mois, un nouveau débat est mis en ligne sur un sujet différent.

Prochain numéro

187 Décembre 2017 - Février 2018

© MILE 91/BEN LANGDON

DOSSIER

Femmes entrepreneurs : des actrices clés du développement agricole

La voie vers l'essor d'un agrobusiness fructueux et les défis à relever

TENDANCES

Futurs agriculteurs

La prochaine génération d'agronomes : innovants, professionnels et pleins d'énergie

CHAÎNE DE VALEUR

Produits naturels du Pacifique

Accroître les opportunités du marché local et de l'export pour les produits cosmétiques et de soin de la peau.

SERVICES AUX LECTEURS

Écrire à *Spore*

CTA – rédaction de *Spore*
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas
Fax : + 31 317 460067
E-mail : spore@cta.int

LIRE *SPORE* EN LIGNE
www.spore.cta.int

S'abonner à *Spore*

RECEVOIR LA VERSION IMPRIMÉE
Gratuit pour les organisations et personnes actives dans le développement rural et résidant dans un pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).
S'abonner :
• *via* http://publications.cta.int en cliquant sur "Demander un abonnement gratuit" ;
• par la poste (CTA *Spore* Abonnements, PO Box 173, 6700 AD Wageningen, Pays-Bas)

RECEVOIR LE RÉSUMÉ GRATUIT PAR E-MAIL
Abonnez- vous à l'édition e-mail (90 kb) à : www.spore.cta.int ou envoyez un e-mail vierge à : join-spore-fr@lists.cta.int
Pour la version texte seulement : join-spore-text-fr@lists.cta.int

Reproduire *Spore*

• Pour un usage non commercial, les articles de *Spore* peuvent être librement reproduits sans les photos à condition de mentionner la source. Merci d'envoyer une copie de la parution.
• Pour toute reproduction à des fins commerciales, demandez l'autorisation préalable.

POUR OBTENIR LES PUBLICATIONS

Les titres précédés du signe sont téléchargeables sur **http://publications.cta.int**

Les titres précédés du logo peuvent être obtenus comme suit :

Vous êtes déjà abonné(e) aux publications du CTA :
• Vous avez un compte sur http://publications.cta.int ? Connectez-vous et choisissez vos titres à concurrence de vos unités de crédit en cliquant sur "Ajouter au panier" et "Passer la commande".
• Pas d'accès à Internet ? Continuez à utiliser le bon de commande fourni par le CTA.

Vous êtes une organisation ACP active dans l'agriculture mais n'êtes pas abonné(e) aux publications du CTA :
Demandez un abonnement *via* le site http://publications.cta.int, par e-mail à pdsorders@cta.int.

Vous n'êtes pas dans un des cas mentionnés ci-dessus :
Vous pouvez soit acheter les ouvrages auprès des éditeurs ou en librairie soit les télécharger sur http://publications.cta.int, s'ils sont en accès libre.

Plus de la moitié de nos titres sont téléchargeables gratuitement !

SPORE est le magazine trimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne et est financé par l'UE • CTA • Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION :** Michael Hailu • **DIRECTEUR DE LA RÉDACTION :** Stéphane Gambier • **DIRECTRICE ADJOINTE DE LA RÉDACTION :** Anne Legroscollard • **COMITÉ DE RÉDACTION :** Thierry Doudet, Isolina Boto, Benjamin Addom, Vincent Fautrel • **RÉDACTION :** Rédactrice en chef : Susanna Cartmell-Thorp, WRENmedia, Fressingfield, Eye, Suffolk, IP21 5SA • Rédacteur de la version française : Vincent Defait, New Delhi, Inde • **CONTRIBUTEURS** : O. Alawode (Nigeria), M. Andriatiana (Madagascar), O. Ayaji (CTA), B. Bafana (Zimbabwe), Biao (Bénin), J. Bodichon (France), I. Boto (CTA), D. Brown (Antigua), B. Châtel (France), N. Dookie (Trinité-et-Tobago), V. Fautrel (CTA), O. Frost (RU), A. Gross (RU), A. Guillame-Gentil (France), O. Issa (Niger), D. Juchault (France), J. Karuga (Kenya), B. Koigi (Kenya), S. Lynch (RU), C. Mkoka (Malawi), M. Makoni (Afrique du Sud), D. Manley (France), E. Ntungwe Ngalame (Cameroun), F. Phiri (Zambie), S. Reeve (RU), A. Sisay (Éthiopie) • **DESIGN :** Vita, Italie • **MAQUETTE :** T. Paillot, Intactile DESIGN, France • **IMPRESSION :** Latimer Trend & Company, RU • © CTA 2017 - ISSN 1011-0054

LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU SERVICE D'UN MONDE MEILLEUR

Briefings de Bruxelles sur le développement

Sensibiliser la communauté du développement ACP-UE depuis 2007 aux défis agricoles et ruraux d'aujourd'hui

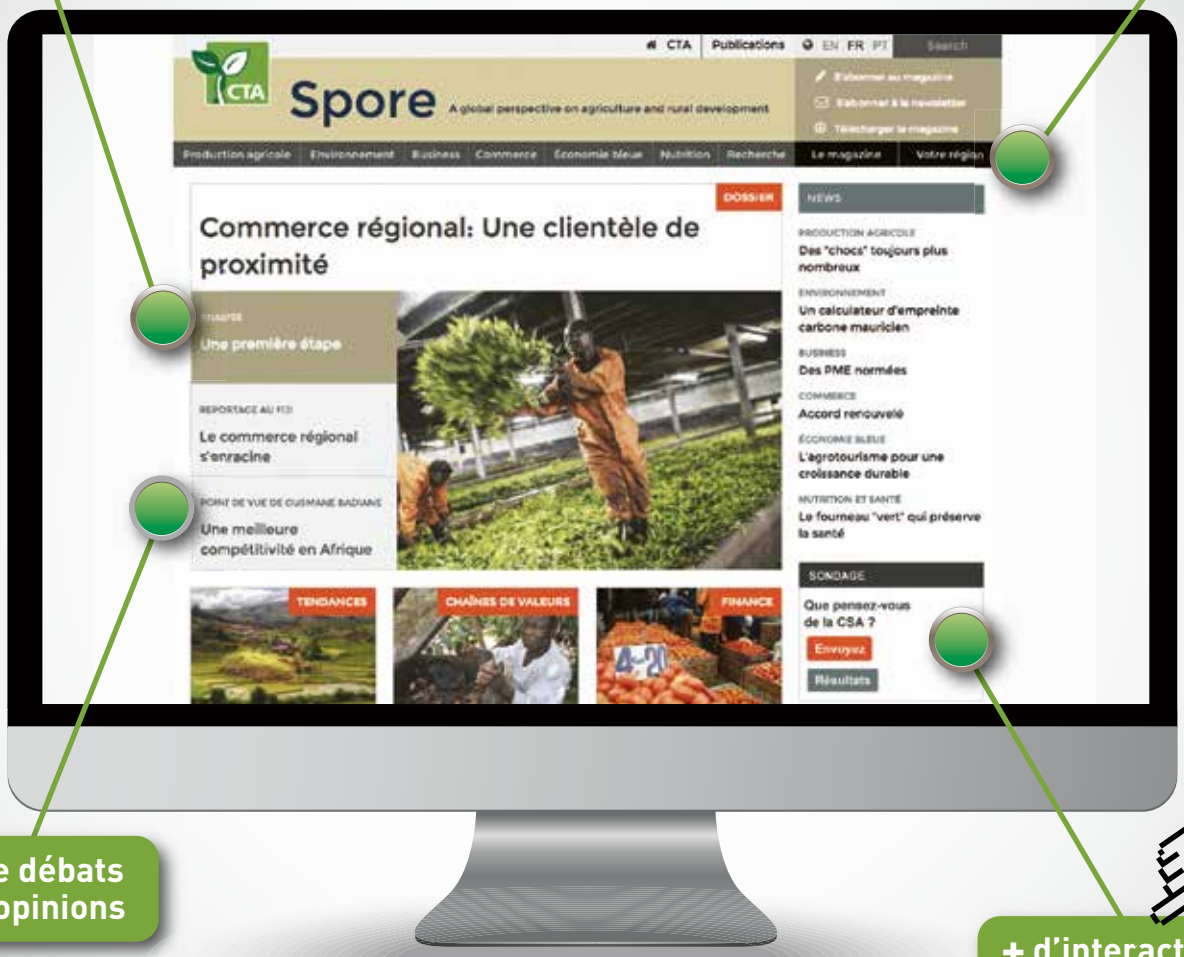
www.bruxellesbriefings.net

Les Briefings de Bruxelles sont une initiative du CTA et de ses partenaires : la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des Ambassadeurs ACP et la confédération CONCORD.

EXPLOREZ
LE NOUVEAU SPORE

+ d'expertises

+ d'infos sur votre région



+ de débats et d'opinions

+ d'interactivité

Le développement agricole, chaque jour, à portée de clic

www.spore.cta.int